



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Deuxième session ordinaire  
Rome, 18-22 novembre 2019

---

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 9 septembre 2019	WFP/EB.2/2019/8-B/4/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Projet de plan stratégique de pays provisoire — Turquie (2020-2021)

Durée	Janvier 2020-décembre 2021
Coût total pour le PAM	225 085 132 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	3

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

### Résumé

Ces dernières années, la Turquie a vu arriver plus de personnes fuyant les conflits que tout autre pays dans le monde, pratiquant une politique de porte ouverte à l'égard des réfugiés malgré l'instabilité qui règne dans la région. La grande majorité des réfugiés – 3,6 millions de Syriens et plus de 370 000 réfugiés venant d'autres pays – vivent dans des communautés d'accueil, et un petit nombre vit dans des camps gérés par le Gouvernement dans le sud-est du pays.

La Turquie est reconnue sur le plan international pour la réponse qu'elle a apportée à la crise, en offrant aux réfugiés une autre solution que celle de devoir aller dans des camps; elle a constamment fait preuve de générosité dans son appui aux réfugiés, en leur accordant un statut juridique, une protection sociale et l'accès aux services publics de base et au marché du travail.

La Turquie est en voie d'atteindre les objectifs de développement durable, notamment ceux visant à éliminer la pauvreté et la faim. Toutefois, une grande partie des réfugiés à l'intérieur de ses frontières sont vulnérables et ont besoin d'une aide permanente pour subvenir à leurs besoins essentiels – nourriture, logement, soins de santé et éducation.

---

#### Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi Directeur régional Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale courriel: muhannad.hadi@wfp.org	M. N. Grede Directeur de pays courriel: nils.grede@wfp.org
--	--

Le PAM est bien placé pour continuer à aider la Turquie à maintenir son modèle de réponse au problème des réfugiés, en tirant parti de l'expérience acquise auprès du Gouvernement et des partenaires dans les contextes interdépendants de l'action humanitaire et de l'aide au développement. Le Gouvernement et ses partenaires reconnaissent les contributions innovantes apportées par le PAM depuis 2012 pour ce qui est de la constitution de partenariats et de la réalisation d'activités qui créent des liens entre l'intervention humanitaire, la résilience et la protection sociale à la faveur du soutien apporté aux réfugiés vivant dans des camps et du programme innovant de filets de protection sociale d'urgence, qui aide les réfugiés vivant dans des communautés d'accueil.

Les enseignements multiples tirés de l'expérience du PAM en Turquie et dans la région, y compris les réflexions et les recommandations issues des récentes évaluations, guideront la mise en œuvre du présent plan stratégique de pays provisoire.

Le présent plan stratégique de pays provisoire est aligné sur le Plan stratégique du PAM et contribue au résultat stratégique 8 du PAM; il définit une stratégie de deux ans visant à aider la Turquie à progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable. Cette stratégie sera mise en œuvre au moyen de cinq activités complémentaires qui contribueront à un effet direct stratégique unique, toutes ces activités étant reliées à l'objectif de développement durable 17 et aux thèmes connexes que sont l'apprentissage commun, le renforcement des capacités et la durabilité.

Le plan contribue aussi à la réalisation des objectifs de développement durable 1 et 2 grâce à la continuité de la participation du PAM au partenariat multipartite – sous la direction du Gouvernement – établi avec des organisations non gouvernementales et la communauté internationale des donateurs, principalement l'Union européenne.

Le plan fait fond sur le partenariat central établi avec le Gouvernement turc et le Croissant-Rouge turc pour subvenir aux besoins essentiels des réfugiés, quels que soient leur sexe et leur âge, et faciliter l'accès au marché de l'emploi des populations touchées par la crise qui se prolonge.

Le plan est pleinement intégré à la réponse mise en place par le Gouvernement en faveur de la population de réfugiés vivant dans ou en dehors des camps. Il est également conforme au Plan régional pour les réfugiés et la résilience pour la Turquie (2019-2020) et à la Stratégie de coopération des Nations Unies pour le développement (2016–2020) pour la Turquie.

## **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique provisoire pour la Turquie (2020–2021) (WFP/EB.2/2019/8-B/4), pour un coût total pour le PAM de 225 085 132 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. La Turquie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure classé au 64<sup>ème</sup> rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain 2018<sup>1</sup>. Le pays, 18<sup>ème</sup> puissance économique mondiale, connaît une croissance économique remarquable depuis 2000 et est parvenu à réduire considérablement les taux de pauvreté<sup>2</sup>. La Turquie est membre du G20 et était classée au 69<sup>ème</sup> rang sur 188 pays selon l'indice d'inégalité de genre de 2017<sup>3</sup>.
2. Ces dernières années, la Turquie a connu des arrivées de personnes fuyant les conflits d'une ampleur inégalée dans le monde. En dépit de l'instabilité qui règne dans la région, ce pays a poursuivi sa politique d'ouverture aux réfugiés et accueille actuellement 3,6 millions de réfugiés syriens et plus de 370 000 réfugiés venant d'autres pays<sup>4</sup>. La Turquie a été saluée par la communauté internationale pour avoir offert aux réfugiés une autre solution que celle de devoir aller dans des camps, ainsi que l'accès aux services publics et au marché du travail. En phase avec l'engagement pris au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, à savoir veiller à ce que nul ne soit laissé de côté, la réponse de la Turquie constitue un modèle d'adhésion à la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants de 2016<sup>5</sup>. Sa contribution financière à l'accueil de la plus importante population de réfugiés du monde a fait de la Turquie le principal donateur d'aide humanitaire en 2017<sup>6</sup>.
3. En 2014, la Turquie a mis en place son règlement sur la protection temporaire<sup>7</sup>, qui accorde aux réfugiés enregistrés le droit de séjourner en Turquie et leur permet d'accéder aux services publics (notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation), ainsi qu'au marché du travail. Environ 97 pour cent des Syriens bénéficiaires d'une protection temporaire résident dans des communautés d'accueil, pour la plupart dans le sud-est du pays et à Istanbul, ainsi que dans d'autres grandes villes. Les 3 pour cent restants, environ 100 000 Syriens, vivent dans des camps gérés par le Gouvernement<sup>8</sup>. Les Syriens bénéficiaires d'une protection temporaire comptent<sup>9</sup> 54 pour cent d'hommes et de garçons et 46 pour cent de femmes et de filles, dont près de la moitié sont des enfants<sup>10</sup>.

---

<sup>1</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2018. *Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical update*. <http://hdr.undp.org/en/2018-update>.

<sup>2</sup> Banque mondiale. 2018. *The World Bank in Turkey*. <https://www.worldbank.org/en/country/turkey/overview>.

<sup>3</sup> PNUD. *Gender Inequality Index*. <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>.

<sup>4</sup> Données de la Direction générale de la gestion des migrations (DGMM) pour mars 2019. Les réfugiés non syriens proviennent d'Afghanistan, d'Iraq, de la République islamique d'Iran et de la Somalie. <https://en.goc.gov.tr/>.

<sup>5</sup> Assemblée générale des Nations Unies. 2016. *New York Declaration for Refugees and Migrants*. A/RES/71/11. <https://www.unhcr.org/57e39d987>.

<sup>6</sup> Gouvernement turc. 2018. *Turkish Development Assistance Report 2017*. <http://www.tika.gov.tr/upload/2019/Turkish%20Development%20Assistance%20Report%202017/Kalkinma2017EngWeb.pdf>.

<sup>7</sup> La protection temporaire régleme l'afflux massif de personnes contraintes de quitter leur pays et en quête d'une protection temporaire d'urgence ailleurs, lorsqu'il n'est pas possible de traiter les demandes de protection internationale individuellement.

<sup>8</sup> Données de la Direction générale de la gestion des migrations (DGMM) pour avril 2019. <https://en.goc.gov.tr/>.

<sup>9</sup> Des données ventilées par sexe et par âge sont fournies dans le présent document chaque fois que cela est possible.

<sup>10</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). *Syria Regional Refugee Response dashboard*. [https://data2.unhcr.org/en/situations/syria/location/113#\\_ga=2.76162000.474137172.1530263086-925671888.1525935175](https://data2.unhcr.org/en/situations/syria/location/113#_ga=2.76162000.474137172.1530263086-925671888.1525935175). Environ 43 pour cent de la population de réfugiés syriens ont moins de 18 ans.

4. En 2015, face au nombre sans précédent de réfugiés arrivant en Turquie et compte tenu de la nécessité d'apporter aide humanitaire et soutien à ces populations, l'Union européenne a mis en place la Facilité en faveur des réfugiés en Turquie<sup>11</sup>. En septembre 2016, en partenariat avec le Gouvernement et le Croissant-Rouge turc, le PAM a lancé le programme de filet de protection sociale d'urgence, qui aide les réfugiés les plus vulnérables vivant en dehors des camps à subvenir à leurs besoins essentiels. Les bénéficiaires sont ciblés en fonction de critères démographiques qui servent d'indicateurs indirects du bien-être des ménages. Ce programme, qui comptait 1,6 million de bénéficiaires en avril 2019, représente le plus vaste effort d'aide humanitaire sous forme d'espèces déployé dans le monde; il est mis en œuvre dans tout le pays, en partenariat avec le Ministère de la famille, du travail et des services sociaux et le Croissant-Rouge turc. Les ménages y ayant droit bénéficient chaque mois de transferts monétaires à usages multiples, non assortis de conditions, d'un montant de 120 livres turques (soit approximativement 21,13 dollars É.-U.)<sup>12</sup> par personne, auxquels s'ajoutent des compléments trimestriels destinés à couvrir les dépenses liées à des nécessités aussi élémentaires que le loyer, l'achat de nourriture et l'accès aux équipements collectifs et aux soins de santé.
5. Dans les camps, le PAM et le Croissant-Rouge turc ont appuyé la Direction générale de la gestion des migrations du Ministère de l'intérieur en délivrant des bons électroniques pour contribuer à subvenir aux besoins alimentaires des réfugiés. Le Gouvernement pourvoit à leurs besoins essentiels – logement, équipements collectifs, éducation et soins de santé.
6. La Turquie a pris des mesures généreuses pour améliorer la vie des réfugiés, mais ils sont hautement vulnérables, et leur nombre et leur forte concentration géographique exercent une forte pression sur les ressources publiques, la cohésion sociale et des services de base comme la santé, l'assainissement et l'éducation. Les Syriens bénéficiaires d'une protection temporaire sont officiellement autorisés à travailler dans le pays<sup>13</sup>, mais, en février 2019, seuls 38 300 permis de travail leur avaient été délivrés<sup>14</sup>, et 14 000<sup>15</sup> autres permis aux Syriens installés à leur propre compte. Les possibilités d'emploi formel qui s'offrent aux réfugiés restent limitées en raison de barrières d'ordre linguistique et éducatif, et les normes discriminatoires à l'encontre des femmes limitent leur aptitude à travailler en dehors du ménage<sup>16</sup>. De nombreux réfugiés se déplacent donc dans le pays vers des lieux où ils peuvent trouver un travail informel peu rémunéré. Ils vivent dans des logements de mauvaise qualité et luttent pour gagner le salaire minimum<sup>17</sup>.

---

<sup>11</sup> La Facilité en faveur des réfugiés en Turquie est une initiative visant à répondre aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil de manière globale et coordonnée, en étroite collaboration avec les autorités locales et nationales.

<sup>12</sup> Au taux de change des Nations Unies d'août 2019, soit 5,6786 livres turques pour 1 dollar.

<sup>13</sup> Un règlement régissant l'octroi de permis de travail aux Syriens bénéficiaires d'une protection temporaire a été adopté en janvier 2016.

<sup>14</sup> En plus des 32 100 Syriens ayant un permis de résidence.

<sup>15</sup> PNUD. 2018. *3RP Livelihoods and Employment Data Analysis*. [http://www.tr.undp.org/content/turkey/en/home/library/syria\\_programme/3rp-gecim-kaynaklar-ve-stihdam-verileri-analizi-raporu.html](http://www.tr.undp.org/content/turkey/en/home/library/syria_programme/3rp-gecim-kaynaklar-ve-stihdam-verileri-analizi-raporu.html). Données fournies par le Gouvernement turc. On ne dispose pas de données ventilées par sexe et par âge.

<sup>16</sup> Analyse de la problématique femmes-hommes menée par le Bureau du PAM en Turquie en décembre 2018 (non disponible en ligne). Lors des débats menés dans le cadre des groupes de réflexion sur le programme de filet de protection sociale d'urgence, les participants (hommes et femmes) ont souligné que les femmes avaient davantage de responsabilités domestiques (soins aux enfants, cuisine, ménage, etc.) et qu'il était culturellement moins acceptable qu'elles travaillent à temps plein à l'extérieur du foyer. De ce fait, s'agissant de favoriser l'accès des femmes aux moyens d'existence, il conviendrait de miser en priorité sur des services destinés à accroître l'insertion professionnelle qui leur viennent en aide pour la garde d'enfants et le transport.

<sup>17</sup> PAM. *Refugees in Turkey: Comprehensive vulnerability monitoring exercise (round 3)*. En attente d'être publié.

7. L'économie turque a connu un taux de croissance élevé (7,4 pour cent) pendant le premier trimestre de 2018, mais qui s'est effondré brutalement, pour s'établir à -3 pour cent au dernier trimestre, de sorte que la croissance annuelle n'était que de 2,6 pour cent<sup>18</sup>. La livre turque a chuté, tombant à son point le plus bas en août 2018, et le taux d'inflation annuel a atteint 19,71 pour cent<sup>19</sup> en mars 2019, ce qui a érodé le pouvoir d'achat des citoyens turcs comme des réfugiés. Selon les prévisions officielles du Gouvernement, le taux d'inflation annuel atteindra 15,9 pour cent à la fin de 2019<sup>20</sup>. En janvier 2019, le taux de chômage s'élevait à 14,7 pour cent (13,8 pour cent chez les hommes et 16,5 pour cent chez les femmes). Le taux de chômage chez les jeunes était de 26,7 pour cent.
8. Le déclin des perspectives économiques pose des défis de plus en plus nombreux aux réfugiés. La pauvreté et la vulnérabilité économique constituent les principaux sujets d'inquiétude des réfugiés vivant en dehors des camps. Parmi les bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence, le niveau de pauvreté a fortement reculé en 2018 par rapport à l'enquête de référence préalable à la fourniture d'une assistance réalisée en 2017<sup>21</sup>. Cependant, en raison probablement de la hausse de l'inflation, le recours à des stratégies de survie préjudiciables et le niveau d'endettement ont augmenté au sein des ménages<sup>22</sup>, et ce de manière plus marquée dans le cas des ménages dirigés par une femme; cependant, tous les ménages de réfugiés ont indiqué avoir davantage de difficulté à subvenir à leurs besoins essentiels<sup>23</sup>.
9. La pauvreté des réfugiés est liée au fait que les possibilités d'activités rémunératrices sont limitées, et qu'en raison des inégalités entre les sexes ces possibilités sont encore plus limitées pour les femmes. La plupart des ménages vulnérables bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence comptent des membres ayant une certaine aptitude au travail: 38 pour cent d'entre eux sont dotés d'une capacité productive élevée, et 46 pour cent d'une capacité productive moyenne<sup>24</sup>. La plupart des réfugiés dépendent d'emplois non qualifiés ou de sources de revenus irrégulières, principalement dans le secteur informel, et ce en raison de lacunes en matière de compétences, de difficultés à obtenir l'homologation de leurs qualifications et expériences et de la capacité d'absorption limitée du marché du travail formel. La plupart des femmes gagnent moins que les hommes, et les hommes de plus de 45 ans ont plus de difficulté à trouver un emploi que les hommes plus jeunes<sup>25</sup>.

---

<sup>18</sup> Institut turc des statistiques. 2018. *Quarterly Gross Domestic Product, Quarter IV: October–December 2018*. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.turkstat.gov.tr>.

<sup>19</sup> Institut turc des statistiques. 2019. *Consumer Price Index for March 2019*. <http://www.turkstat.gov.tr>.

<sup>20</sup> Gouvernement turc. 2019. *New Economy Program: Balance-discipline-transformation, 2019–2021*. <https://ms.hmb.gov.tr/uploads/sites/2/2019/01/Turkey-NEP-2019-21.pdf>.

<sup>21</sup> PAM. Enquête de référence préalable à la fourniture d'une assistance, mai 2017. (Non disponible en ligne.)

<sup>22</sup> Entre la deuxième et la troisième enquête de suivi post-distribution, l'indice des stratégies de survie (moyens d'existence) a augmenté de 9 pour cent pour les ménages dirigés par un homme et de 14 pour cent pour ceux dirigés par une femme. L'indice est la somme pondérée des valeurs attribuées à 13 stratégies de survie, consistant notamment à emprunter de l'argent, à acheter de la nourriture à crédit, à dépenser les économies du ménage, à vendre les biens du ménage et à déscolariser les enfants.

<sup>23</sup> Les débats portant sur l'incidence de l'évolution économique récente (non disponibles en ligne), qui ont été menés en octobre 2018 dans le cadre des groupes de réflexion sur le programme de filet de protection sociale d'urgence, ont révélé que les salaires étaient souvent insuffisants pour compenser l'augmentation du coût de la vie.

<sup>24</sup> PAM. 2018. *Emergency Social Safety Net Programme: Vulnerability Profiling 2018: Analysis Results*. Disponible à l'adresse suivante: [https://vam.wfp.org/CountryPage\\_assessments.aspx?iso3=TUR](https://vam.wfp.org/CountryPage_assessments.aspx?iso3=TUR).

<sup>25</sup> *Ibid.*

10. L'hébergement est gratuit pour les réfugiés accueillis dans les camps, mais, hors des camps, le loyer et l'accès aux équipements collectifs représentent plus de la moitié des dépenses des réfugiés<sup>26</sup>, qui ont aussi des difficultés à obtenir un logement adéquat sans aide, car leurs revenus sont limités et irréguliers<sup>27</sup>.
11. Dans les camps, les services de santé sont offerts gratuitement, sur place, par le Ministère de la santé, avec l'appui de la Direction générale de la gestion des migrations, tandis qu'en dehors des camps les réfugiés enregistrés ont accès aux mêmes services de soins de santé nationaux que les ressortissants turcs. La croissance de la demande de services de santé pèse sur les infrastructures en place.
12. Le Gouvernement assure aux enfants réfugiés l'accès gratuit à l'éducation dans les camps comme en dehors. Les inscriptions scolaires sont en augmentation, mais on estime que 40 pour cent des enfants syriens en Turquie ne sont toujours pas scolarisés<sup>28</sup>. Les taux d'inscription des filles et des garçons sont pratiquement égaux, mais les taux d'abandon sont plus élevés chez les garçons, qui quittent l'école pour travailler<sup>29</sup>.

## **1.2 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable**

### ***Progrès vers la réalisation des cibles des objectifs de développement durable***

13. La Turquie a concrétisé la quasi-totalité des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment l'OMD 1 visant à éliminer l'extrême pauvreté et la faim. En 2006, personne ne vivait avec moins de 1,25 dollar par jour, et le taux de pauvreté alimentaire<sup>30</sup> était tombé à 0,48 pour cent en 2009. En 2015, le pays s'est engagé à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030, et l'équipe de pays des Nations Unies travaille en collaboration avec le Gouvernement afin de rendre compte conjointement des progrès accomplis au regard des ODD et d'intégrer les engagements souscrits au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le 11<sup>ème</sup> Plan national de développement de la Turquie<sup>31</sup>.
14. La Turquie progresse rapidement vers la réalisation des ODD, mais les réfugiés ont encore besoin d'assistance et doivent faire l'objet d'interventions faisant fond sur les points forts des systèmes nationaux et des partenariats existants pour répondre de manière complète à leurs besoins essentiels. Le présent plan stratégique de pays provisoire (PSPP) vise à aider la Turquie à concrétiser les engagements pris au titre des ODD.
15. Le PAM s'appuie sur une approche globale des partenariats en matière de mise en œuvre, qui a permis d'obtenir des améliorations dans tous les indicateurs d'effet direct se rapportant aux ménages bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence, y compris les mesures de la pauvreté et de la sécurité alimentaire. Le PAM effectue un suivi post-distribution; d'après l'enquête menée au quatrième trimestre de

---

<sup>26</sup> Enquête de référence préalable à la fourniture d'une assistance. 2017. (Non disponible en ligne.)

<sup>27</sup> Organisation internationale pour les migrations. 2017. *Inter-agency shelter and WASH assessment report*. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/InterAgencyShelterandWASHAssessmentReport.pdf>.

<sup>28</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2018. *Turkey Country Office: Humanitarian situation report 27*. [https://www.unicef.org/appeals/files/UNICEF\\_Turkey\\_Humanitarian\\_Situation\\_Report\\_Nov\\_2018.pdf](https://www.unicef.org/appeals/files/UNICEF_Turkey_Humanitarian_Situation_Report_Nov_2018.pdf).

<sup>29</sup> Gouvernement turc. 2018. Ministère de l'éducation nationale – Bulletin de décembre 2018 (en turc). [https://hbogm.meb.gov.tr/meb\\_iys\\_dosyalar/2018\\_12/03175027\\_03-12-2018\\_Yinternet\\_BYIteni.pdf](https://hbogm.meb.gov.tr/meb_iys_dosyalar/2018_12/03175027_03-12-2018_Yinternet_BYIteni.pdf).

<sup>30</sup> Gouvernement turc. 2016. *Report on Turkey's initial steps towards the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/107102030%20Agenda%20Turkey%20Report.pdf>.

<sup>31</sup> Le 11<sup>ème</sup> Plan national de développement a été publié en juillet 2019 et couvre la période allant de 2019 à 2023. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.sbb.gov.tr/wp-content/uploads/2019/07/On-Birinci-Kalkinma-Plani.pdf>. La version anglaise sera publiée prochainement.

- 2018<sup>32</sup>, 49 pour cent des ménages bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence dirigés par un homme et 42 pour cent de ceux dirigés par une femme sont pauvres et ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins essentiels<sup>33</sup>. Ces taux sont encore trop élevés, mais ils représentent une importante amélioration par rapport à ceux constatés dans l'enquête de référence préalable à la fourniture d'une assistance réalisée en mai 2017, lorsque, en moyenne, 79 pour cent des ménages n'étaient pas en mesure de subvenir à leurs besoins essentiels (78,7 pour cent des ménages dirigés par un homme, et 79,3 pour cent de ceux dirigés par une femme).
16. Les scores relatifs à l'indice des stratégies de survie (moyens d'existence)<sup>34</sup> se sont améliorés de 30 pour cent pour les ménages bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence par rapport au niveau de référence de 2017, même si le score des ménages dirigés par une femme n'a progressé que de 23 pour cent, contre 31 pour cent pour les ménages dirigés par un homme. Le niveau moyen de la dette accumulée par les ménages a diminué de 36 pour cent pour les ménages dirigés par une femme et de 32 pour cent pour ceux dirigés par un homme. La proportion des bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence ayant un niveau de consommation alimentaire acceptable a augmenté de 6 points de pourcentage pour les deux types de ménage. Cependant, 81 pour cent seulement des ménages dirigés par une femme affichaient un niveau de consommation alimentaire acceptable au quatrième trimestre 2018, contre 84 pour cent de ceux dirigés par un homme, ce qui montre que si des améliorations ont été obtenues au même rythme, un écart subsiste<sup>35</sup>.
17. D'après le suivi post-distribution réalisé au premier trimestre de 2019, les niveaux de consommation alimentaire étaient acceptables pour 99 pour cent des réfugiés vivant dans des camps et bénéficiant de l'assistance du PAM et du Croissant-Rouge turc – 98,5 pour cent des ménages dirigés par une femme et 99,1 pour cent de ceux dirigés par un homme. L'amélioration s'explique en partie par la fermeture par le Gouvernement de cinq camps de tentes où la consommation alimentaire rapportée a toujours été inférieure à la moyenne.

### **Principaux liens intersectoriels**

18. *Bonne santé et bien-être (ODD 3)*. Bien qu'ayant droit aux soins de santé gratuits, les réfugiés se heurtent à des difficultés s'agissant d'accéder aux soins de santé, notamment la langue, les normes culturelles et le statut socioéconomique, qui ont une incidence sur l'accès aux services de prévention, aux médicaments, aux dispositifs médicaux et aux services spécialisés, y compris les services de santé sexuelle et procréative. Un ménage sur cinq a à sa charge une personne atteinte de maladie chronique ou lourdement handicapée<sup>36</sup>; toute dépense médicale imprévue peut empêcher ces ménages de subvenir à leurs besoins essentiels. Selon les données du programme de filet de protection sociale d'urgence, la proportion des ménages indiquant avoir réduit leurs dépenses de santé parce qu'ils étaient dans l'incapacité de pourvoir à leurs besoins essentiels a diminué, passant de 44 pour cent

---

<sup>32</sup> Sixième enquête de suivi post-distribution relative au programme de filet de protection sociale d'urgence, décembre 2018. (Non disponible en ligne.)

<sup>33</sup> Dépenses par habitant inférieures au panier de dépenses minimales calculé (soit 270 livres turques lors de l'enquête de référence et 337 livres turques à la date de la quatrième enquête de suivi post-distribution).

<sup>34</sup> L'indice des stratégies de survie (moyens d'existence) est la somme pondérée des valeurs attribuées à 13 stratégies d'adaptation, consistant notamment à emprunter de l'argent, à acheter de la nourriture à crédit, à dépenser les économies du ménage, à vendre les biens du ménage et à déscolariser les enfants.

<sup>35</sup> Sixième enquête de suivi post-distribution relative au programme de filet de protection sociale d'urgence, décembre 2018. (Non disponible en ligne.)

<sup>36</sup> PAM. 2018. *Refugees in Turkey: Comprehensive vulnerability monitoring exercise, round 2*. <https://www1.wfp.org/publications/turkey-comprehensive-vulnerability-monitoring-exercise>.



en mai 2017 à 21 pour cent en décembre 2018, ce qui montre les avantages intersectoriels de l'assistance<sup>37</sup>.

19. *Éducation de qualité (ODD 4)*. La Turquie accueille de nombreux enfants d'âge scolaire et de jeunes réfugiés, dont le nombre est passé de 976 200 en 2017 à 1 160 059 en 2019<sup>38</sup>. L'enseignement préscolaire et primaire est assuré dans les camps; l'enseignement secondaire est dispensé en dehors des camps. En février 2019, 648 592 enfants syriens étaient inscrits dans des écoles publiques. Selon les estimations, 400 000 enfants syriens ne sont pas scolarisés et risquent davantage d'être exposés à des pratiques préjudiciables comme le travail des enfants et le mariage précoce<sup>39</sup>. En moyenne, 69 pour cent des enfants appartenant à des ménages bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence vont à l'école régulièrement (68 pour cent dans les ménages dirigés par un homme et 59 pour cent dans ceux dirigés par une femme). Il s'agit d'une amélioration par rapport aux 52 pour cent constatés en mai 2017 (51 pour cent dans les ménages dirigés par un homme et 52 pour cent dans ceux dirigés par une femme), ce qui met à nouveau en évidence les avantages intersectoriels de l'aide fournie. Quinze pour cent des ménages ont indiqué envoyer un ou plusieurs enfants travailler, en général des garçons.
20. *Égalité entre les sexes (ODD 5)*. Lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire en 2016, la Turquie s'est engagée à "prendre les mesures nécessaires pour renforcer le rôle de direction des femmes dans les centres de protection temporaire mis en place pour les Syriens en Turquie et parmi les communautés de déplacés"<sup>40</sup>. La Turquie s'est aussi engagée à prendre les dispositions légales voulues pour permettre aux femmes et aux filles syriennes de bénéficier des services d'éducation, de l'aide financière et de permis de travail au même titre que les hommes. Selon les recherches et les données du PAM, les ménages de réfugiés syriens dirigés par une femme sont plus exposés à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire que ceux dirigés par un homme<sup>41</sup>. Les taux d'analphabétisme sont plus élevés dans les ménages dirigés par une femme (47 pour cent) que dans ceux dirigés par un homme (23 pour cent), ce qui a une incidence sur l'accès des membres des ménages à l'emploi, aux services sociaux et aux filets de sécurité<sup>42</sup>. Les bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence qui ont participé aux groupes de réflexion ont indiqué que les femmes et les hommes adultes prenaient des décisions ensemble sur la manière de dépenser l'assistance fournie par le programme. Cette assistance n'a pas eu d'incidence sur la prise de décisions conjointes au sein des ménages. De même, le programme n'a pas aggravé les tensions entre les membres de la famille<sup>43</sup>.

---

<sup>37</sup> Sixième enquête de suivi post-distribution relative au programme de filet de protection sociale d'urgence, décembre 2018. (Non disponible en ligne.)

<sup>38</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2019. *Turkey Country Office: Humanitarian situation report 30*. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Turkey%20Humanitarian%20Situation%20Report%20-%20February%202019.pdf>.

<sup>39</sup> UNICEF. 2019. "Over 40 per cent of Syrian refugee children in Turkey missing out on education, despite massive increase in enrolment rates." <https://www.unicef.org/press-releases/over-40-cent-syrian-refugee-children-turkey-missing-out-education-despite-massive>.

<sup>40</sup> Programme d'action pour l'humanité. Page Web relative aux engagements de la Turquie. <https://www.agendaforhumanity.org/stakeholders/commitments/273>.

<sup>41</sup> PAM. *Refugees in Turkey: Comprehensive vulnerability monitoring exercise (round 3)*. En attente d'être publié.

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> Débats menés dans le cadre des groupes de réflexion sur le programme de filet de protection sociale d'urgence en mars 2018.



21. *Travail décent et croissance économique (ODD 8)*. Selon une enquête sur les moyens d'existence<sup>44</sup> menée par le PAM et le Croissant-Rouge turc, 84 pour cent des réfugiés travaillent d'une façon ou d'une autre<sup>45</sup>. Toutefois, 3 pour cent seulement des réfugiés qui travaillent ont un permis de travail, ce qui fait que le reste se retrouve dans le secteur informel, contraint d'accepter un travail irrégulier et des bas salaires. Les deux secteurs qui emploient la plupart des réfugiés sont les services non qualifiés (20 pour cent de ceux qui ont un emploi) et les textiles (19 pour cent). Les réfugiés vivant en dehors des camps continuent de dépendre de l'emploi informel, qui est imprévisible, saisonnier et plus accessible aux hommes qu'aux femmes. Selon une initiative de profilage de la vulnérabilité menée en juin 2018, 22 pour cent des bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence pourraient être davantage autosuffisants. En outre, 26 pour cent des bénéficiaires recensés comme étant vulnérables appartiennent à des ménages dotés d'une capacité de production élevée, ce qui indique que ces ménages pourraient aussi être orientés vers des programmes davantage axés sur les moyens d'existence. Les 52 pour cent restants des réfugiés sont vulnérables et ont une capacité de production faible ou limitée au sein de leur famille et il est probable qu'ils continueront d'avoir besoin d'une assistance non assortie de conditions. Les profils seront mis à jour afin de tenir compte des exigences et des intérêts propres aux femmes et hommes réfugiés.
22. *Villes et communautés durables (ODD 11) et eau propre et assainissement (ODD 6)*. Les réfugiés vivant dans des camps sont pourvus d'un abri, mais, pour ceux qui vivent en dehors des camps, il est difficile d'obtenir un logement adéquat et de s'en voir garantir la sécurité d'occupation compte tenu de leurs revenus limités et irréguliers<sup>46</sup>. Sans aide, un grand nombre de ménages de réfugiés en dehors des camps vivent dans des logements insalubres et surpeuplés où manquent les installations d'assainissement et d'hygiène<sup>47</sup>. Les bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence consacrent une partie importante des dépenses du ménage au loyer (20 pour cent) et à l'accès aux équipements collectifs (8 pour cent)<sup>48</sup>. Lors des débats menés dans le cadre des groupes de réflexion, les participants (hommes et femmes) ont indiqué que l'assistance fournie au titre du programme est consacrée presque totalement au loyer et aux équipements collectifs; la capacité de payer régulièrement le loyer apporte aux réfugiés une tranquillité d'esprit et leur permet de consacrer leur propre revenu à l'alimentation et autres besoins essentiels.

---

<sup>44</sup> PAM et Croissant-Rouge turc. Enquête sur les moyens d'existence. Données collectées entre juin et novembre 2018. Rapport à paraître.

<sup>45</sup> Selon l'enquête, les hommes tendent à rechercher plus activement un emploi: 55 pour cent des hommes cherchaient un emploi au moment de l'enquête, contre 39 pour cent des femmes. Les obligations relatives aux enfants constituent la principale raison pour laquelle les femmes ne recherchent pas de travail (55 pour cent) tandis que pour les hommes il s'agit de l'incapacité de travailler (71 pour cent).

<sup>46</sup> Organisation internationale pour les migrations. 2017. *Inter-agency shelter and WASH assessment report*. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/InterAgencyShelterandWASHAssessmentReport.pdf>.

<sup>47</sup> PAM. *Refugees in Turkey: Comprehensive vulnerability monitoring exercise (round 3)*. Publication imminente.

<sup>48</sup> Sixième enquête de suivi post-distribution relative au programme de filet de protection sociale d'urgence, décembre 2018. (Non disponible en ligne.)

### 1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

23. Malgré l'ampleur et la portée du programme de filet de protection sociale d'urgence et les évaluations largement positives de l'impact de celui-ci, un certain nombre de lacunes subsistent pour les réfugiés vivant dans les camps et parmi les communautés d'accueil. De récentes études<sup>49</sup> ont permis de constater les défaillances suivantes:

- *Pauvreté.* Les autorités nationales et la communauté internationale doivent apporter un soutien continu aux réfugiés, dans les camps comme en dehors, afin de les aider à subvenir à leurs besoins essentiels<sup>50</sup>. Des taux d'inflation élevés érodent le pouvoir d'achat des ménages de réfugiés, affaiblissant ainsi davantage leur résilience face aux chocs. Il n'a pas été possible, à ce jour, d'accroître la valeur des transferts pour maintenir le pouvoir d'achat.
- *Accès aux services de base.* Les réfugiés continuent de se heurter à des obstacles concrets, y compris les barrières linguistiques et les normes socioculturelles lorsqu'ils cherchent à accéder aux biens et services essentiels à leur bien-être. Ces difficultés s'expliquent par le manque de capacité des prestataires de services publics à faire face aux exigences linguistiques et autres.
- *Vulnérabilité et obstacles à l'autosuffisance.* Des lacunes tenant à leurs compétences et à leur employabilité empêchent les réfugiés d'accéder au marché du travail et réduisent leur capacité à sortir de la pauvreté à court terme<sup>51</sup>. Compte tenu des facteurs qui entravent l'accès aux possibilités d'emploi, de la faible capacité d'absorption du marché du travail et de la grande envergure du programme de filet de protection sociale d'urgence, la proportion de bénéficiaires qui sont en mesure de se passer d'assistance demeure limitée, en particulier les femmes, qui peuvent être confrontées à des obstacles supplémentaires en raison de normes préjudiciables qui les découragent de travailler ailleurs que dans leur foyer.
- *Ciblage.* L'approche de ciblage démographique adoptée pour le programme de filet de protection sociale d'urgence a permis d'améliorer la transparence et de prévoir plus aisément le nombre de bénéficiaires, mais l'homogénéité des réfugiés et l'ampleur de leurs besoins rendent le ciblage difficile et peuvent mener à des erreurs d'inclusion et d'exclusion.
- *Cohésion sociale.* Il reste essentiel de favoriser la cohésion sociale alors que les réfugiés accèdent en plus grand nombre au marché du travail, formel ou informel, ce qui peut être perçu comme une concurrence pour l'emploi susceptible d'accentuer les tensions sociales entre les communautés.
- *Adaptation des systèmes et renforcement des liens.* Le parcours qui conduit à une amélioration de l'employabilité et des possibilités d'emploi passe par la mise en place de partenariats élargis et renforcés qui peuvent faciliter le changement des systèmes et programmes nationaux et permettre de nouer des liens plus efficaces entre les

---

<sup>49</sup> Voir les rapports suivants: *Refugees in Turkey: Comprehensive vulnerability monitoring exercise; 3RP Country Chapter 2019/2020 Turkey*; enquête de référence préalable à la fourniture d'une assistance au titre du programme de filet de protection sociale d'urgence (2017); *Report on Turkey's initial steps towards the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*; analyse de la problématique femmes-hommes effectuée par le Bureau du PAM en Turquie, décembre 2018. (Non disponible en ligne.)

<sup>50</sup> PNUD et HCR. *3RP Country Chapter Turkey Regional Refugee and Resilience Plan 2019–2020*. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/68618.pdf>.

<sup>51</sup> Enquête de référence préalable à la fourniture d'une assistance dans le cadre du programme de filet de protection sociale d'urgence, 2017.

parties prenantes et de surmonter le clivage entre action humanitaire et développement.

- *Inégalités entre hommes et femmes.* Des données ventilées par sexe et par âge sont disponibles, mais des recherches supplémentaires<sup>52</sup> s'imposent afin de comprendre la réalité quotidienne des réfugiés (femmes, hommes, filles et garçons) et d'éclairer l'action qui pourrait être menée pour réduire les inégalités entre les sexes et la pauvreté.

## 1.4 Priorités pour le pays

### **Priorités du Gouvernement**

24. La Turquie a inscrit le concept de développement durable dans son 10<sup>ème</sup> Plan national de développement (2014–2018)<sup>53</sup>, dans lequel l'approche du "développement durable, centré sur l'être humain" était définie comme l'un de ses principaux objectifs. Le Plan national de développement est le document de référence pour toutes les politiques et priorités nationales au niveau macroéconomique et il existe une grande cohérence entre le plan national et les ODD. La Turquie a récemment mis à jour sa vision à long terme dans le cadre du 11<sup>ème</sup> Plan national de développement<sup>54</sup>.
25. Le Gouvernement a mobilisé des ressources et des capacités importantes pour faire face aux défis mondiaux qui se posent en matière de développement et sur le plan humanitaire, en particulier l'afflux de réfugiés, comme en témoigne l'augmentation des ressources consacrées à l'aide publique au développement<sup>55</sup>. En 2016, la Turquie a accueilli le Sommet mondial sur l'action humanitaire, adhéré au Programme d'action pour l'humanité et pris des engagements, notamment celui de "ne laisser personne de côté", qui sous-tendent sa détermination à étendre l'éducation et la formation professionnelle à tous les Syriens bénéficiaires de la protection temporaire. Le programme de filet de protection sociale d'urgence est lui-même l'expression de l'engagement pris par la Turquie au regard des objectifs fixés lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire<sup>56</sup>.
26. En Turquie, les institutions gouvernementales offrent des services multisectoriels durables aux personnes qui bénéficient d'une protection internationale ou d'une protection temporaire, conformément à la loi adoptée en 2014 sur les étrangers et au règlement sur la protection internationale et la protection temporaire<sup>57</sup>. Le Plan régional pour les réfugiés et la résilience (P3R) pour 2019-2020 fait partie intégrante de la stratégie mise en place par la Turquie pour les réfugiés syriens<sup>58</sup>. Il comporte un engagement à prendre en compte la problématique femmes-hommes de manière systématique et souligne la nécessité de renforcer les capacités locales et nationales afin d'assurer la qualité et la durabilité de l'action. Le plan P3R relie l'assistance humanitaire aux activités de renforcement de la

<sup>52</sup> L'analyse de la problématique femmes-hommes effectuée en décembre 2018 par le Bureau du PAM en Turquie a permis de formuler des recommandations, notamment mener une étude de suivi sur la dynamique des rapports entre hommes et femmes, notamment après la sortie des camps, ainsi que sur d'autres questions liées à la problématique femmes-hommes et au handicap.

<sup>53</sup> Disponible à l'adresse suivante: <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/turkey>.

<sup>54</sup> Disponible à l'adresse suivante: <http://www.sbb.gov.tr/kalkinma-planlari/>.

<sup>55</sup> Gouvernement turc, 2018. *Turkish Development Assistance Report 2017*. <http://www.tika.gov.tr/upload/2019/Turkish%20Development%20Assistance%20Report%202017/Kalkinma2017EngWeb.pdf>.

<sup>56</sup> Programme d'action pour l'humanité. Page Web relative aux engagements de la Turquie; et PAM. 2017. *The Emergency Social Safety Net and the Grand Bargain*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000021046/download/>.

<sup>57</sup> <https://en.goc.gov.tr/kurumlar/en.goc.gov.tr/Ingilizce-kanun/Law-on-Foreigners-and-International-Protection.pdf>, <https://en.goc.gov.tr/kurumlar/goc.gov.tr/files/temptemp.pdf>.

<sup>58</sup> Des discussions sont en cours entre le Gouvernement et ses partenaires concernant l'avenir du plan P3R pour 2019-2020 à l'échéance de celui-ci.

résilience visant à offrir aux réfugiés une capacité de production plus élevée, notamment les femmes et les jeunes, qui doit leur permettre de subvenir à leurs besoins essentiels de manière plus autonome.

27. L'augmentation des ressources destinées à l'aide a permis à la Turquie d'inscrire ses politiques et programmes d'aide dans une perspective mondiale, manifestant son adhésion sans réserve à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. La Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés, que la Turquie héberge à titre permanent, s'attaque aux problèmes de développement que connaissent les pays les plus pauvres de la planète en misant sur la science, la technologie et l'innovation. L'inauguration de la banque en 2018 a marqué la première réalisation officielle de la cible d'un ODD (cible 8 de l'ODD 17)<sup>59</sup>.

### **Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires**

28. Outre la réponse à la crise des réfugiés, le système des Nations Unies collabore avec le Gouvernement à la mise en œuvre de la Stratégie de coopération des Nations Unies pour le développement (2016–2020) pour la Turquie. La stratégie comporte des piliers consacrés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, ainsi qu'aux migrations et à la protection internationale<sup>60</sup>. Le PAM participe également à l'élaboration du prochain Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, qui doit démarrer en 2021, renforçant la collaboration et la coopération entre les organismes des Nations Unies en Turquie.
29. Conformément au plan P3R, le PAM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation internationale pour les migrations, l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales travaillent avec le Gouvernement afin de subvenir aux besoins des réfugiés, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et des moyens d'existence et de renforcer les capacités locales à fournir, de manière efficace, équitable et constante, des services aux réfugiés dans l'ensemble du pays.
30. En Turquie, la participation du PAM à la mise en œuvre du programme de filet de protection sociale d'urgence a généré des avantages pour d'autres acteurs de l'action humanitaire et du développement et les programmes correspondants. La plateforme commune permet d'assurer une meilleure complémentarité et favorise le recours aux systèmes publics existants plutôt que la création de structures parallèles. Par exemple, le programme de transferts monétaires assortis de conditions en faveur de l'éducation, mis en place par l'UNICEF, vient compléter le programme de filet de protection sociale d'urgence et s'appuie sur la même plateforme et un cadre de responsabilité commun pour améliorer les taux de scolarisation et d'assiduité. De la même manière, en 2019, le PNUD, le Croissant-Rouge turc et le Ministère de l'éducation nationale ont lancé un programme de formation à la langue turque à l'intention des réfugiés adultes, en s'appuyant sur la même plateforme.

---

<sup>59</sup> Cible 8 de l'ODD 17: Renforcer les capacités des pays les moins avancés en matière de science, de technologie et d'innovation. Organisation des Nations Unies. 2018. "UN 'Tech Bank' opens in Turkey, to help poor nations 'leapfrog development challenges". <https://news.un.org/en/story/2018/06/1011331>.

<sup>60</sup> PNUD. 2015. *United Nations development cooperation strategy Turkey 2016–2020*. [https://www.undp.org/content/dam/turkey/docs/UNDCS-Final-\\_2016\\_-1.pdf](https://www.undp.org/content/dam/turkey/docs/UNDCS-Final-_2016_-1.pdf).

## 2. Incidences stratégiques pour le PAM

### 2.1 Expérience du PAM et enseignements

31. Le PAM était présent dans le domaine de la logistique en Turquie avant la crise syrienne, et achetait des vivres nécessaires aux interventions menées à l'échelle mondiale. En 2012, le partenariat établi avec la Turquie a été élargi à des opérations de transferts de bons électroniques en faveur des réfugiés vivant dans les camps, menées conjointement avec le Croissant-Rouge turc et le Gouvernement; en 2015, les opérations ont été étendues aux réfugiés vivant en dehors des camps. Lancé en 2016, le programme de filet de protection sociale d'urgence offre un cadre favorisant l'apprentissage et la définition des meilleures pratiques et permettant de donner suite aux engagements humanitaires pris par la Turquie.
32. Les nombreux enseignements tirés de l'expérience du PAM en Turquie et dans la région, tels qu'ils ressortent des toutes dernières évaluations<sup>61</sup> et des analyses de l'intervention régionale menée par le PAM face à la crise syrienne<sup>62</sup>, guident la conception et la mise en œuvre du PSPP.
33. Le PAM a travaillé en étroite collaboration avec le Ministère de la famille, du travail et des services sociaux et le Croissant-Rouge turc afin de parvenir à transposer à plus grande échelle le programme de filet de protection sociale d'urgence. Grâce à l'expérience acquise dans le cadre du programme, le PAM a pu approfondir sa connaissance de la législation turque concernant les réfugiés, des systèmes d'assistance, des marchés du travail, du secteur financier ainsi que des divers acteurs intervenant au niveau local et communautaire. De par son engagement en Turquie, le PAM complète l'expérience acquise dans le cadre des interventions d'urgence menées face à la crise syrienne ("Syrie+5") et assure un cycle continu d'apprentissage et de diffusion des bonnes pratiques.
34. La mise en œuvre du programme de filet de protection sociale d'urgence a permis de contribuer aux dispositifs opérationnels, notamment le soutien logistique et la formation au profit des fondations d'aide sociale et de solidarité pour faciliter les processus de demande du statut de réfugié; la mise en place de procédures de rapprochement des transferts de type monétaire; l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de la structure de gestion conjointe du PAM et du Croissant-Rouge turc, découlant de l'utilisation de locaux communs et du suivi conjoint, qui a permis de renforcer la collaboration et l'obligation redditionnelle pour ce qui concerne les produits communs; l'élaboration de mécanismes d'orientation mettant les réfugiés en contact avec les acteurs de la protection et les prestataires de services; et la mise en place de mécanismes de réclamation et de remontée de l'information qui permettent d'atteindre différents groupes de réfugiés en toute sécurité et de manière équitable.
35. La conception et la mise en œuvre du programme de filet de protection sociale d'urgence sont éclairées par les meilleures pratiques locales et mondiales, des études et des consultations – en particulier sur les programmes de transferts monétaires<sup>63</sup> –, et de

---

<sup>61</sup> La mise en œuvre du PSPP tirera également parti des leçons et des recommandations issues du Rapport succinct de l'évaluation de la suite donnée au point sur la politique du PAM en matière de filets de sécurité (2012) (WFP/EB.A/2019/7-B). <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000104796/download/>.

<sup>62</sup> PAM. 2018. *Evaluation of the WFP Regional Response to the Syrian Crisis (2015–2018)*. <https://www.wfp.org/content/evaluation-wfps-regional-response-syrian-crisis-2015-2017>. La conception du PSPP tiendra également compte des résultats de l'examen à mi-parcours 2019 du programme de filet de protection sociale d'urgence, qui sera réalisé prochainement.

<sup>63</sup> On peut citer à titre de référence: PAM. 2016. *Cash/Food: A Comparative Analysis of the Effectiveness of Food Assistance Modalities in Refugee Settlements*. [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/1504001850.Cash%20or%20Food\\_vol3\\_fv%20%281%29.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/1504001850.Cash%20or%20Food_vol3_fv%20%281%29.pdf); Uekermann, F., Schuler, F. et Taki, M. 2017. "Is Cash Better than Food Vouchers for Syrian Refugees?" <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000068839/download/>; et Battistin, F. 2016. *Impact Evaluation of the Multipurpose Cash Assistance Programme*. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/LCCImpactEvaluationforMCAFebruary2016FINAL.PDF>.

- nombreuses consultations des bénéficiaires et des parties prenantes menées dans le cadre des groupes de réflexion, d'enquêtes et du suivi post-distribution.
36. Le PAM joue un rôle de premier plan dans la structure de coordination de l'aide humanitaire définie dans le plan P3R. L'équipe spéciale du programme de filet de protection sociale d'urgence, qui est coprésidée par le PAM et le Croissant-Rouge turc, offre un cadre propice à des échanges approfondis et à un apprentissage plus poussé. En 2018, une analyse des enseignements tirés de l'expérience a permis de constater que l'équipe spéciale contribuait à coordonner l'aide fournie par d'autres organisations aux réfugiés ne remplissant pas les conditions pour bénéficier du programme de filet de protection sociale d'urgence et qu'elle pouvait constituer un modèle à reproduire utilement dans d'autres contextes<sup>64</sup>.
  37. L'évaluation à mi-parcours du programme de filet de protection sociale d'urgence<sup>65</sup>, qu'a fait réaliser le PAM, a souligné l'alignement du programme sur les politiques nationales et noté la façon dont il collaborait avec les institutions nationales et les systèmes existants pour fournir une assistance propre à aider les réfugiés à subvenir à leurs besoins essentiels. L'évaluation a également permis de constater que, en raison de l'urgence dans laquelle il avait été conçu et transposé à plus grande échelle, le programme n'avait pas été prévu initialement pour répondre à des besoins spécifiques puisque l'aide qu'il offrait était relativement peu différenciée en fonction de l'âge, du sexe ou des capacités.
  38. Une analyse menée par le bureau de pays du PAM conformément à la politique du PAM en matière de problématique femmes-hommes (2015-2020) a permis de constater que les questions relatives aux disparités entre les sexes étaient systématiquement prises en compte dans la mise en œuvre du programme, mais que le PAM devait exploiter davantage les données factuelles disponibles, et mener d'autres recherches pour mieux comprendre la dynamique des rapports femmes-hommes et la vie quotidienne des réfugiés (femmes, hommes, filles et garçons) en Turquie. Le PAM continuera de collaborer étroitement avec le Ministère de la famille, du travail et des services sociaux, qui surveille les progrès accomplis pour atteindre les cibles nationales liées à la parité, et établira des liens et des réseaux avec les autres organismes des Nations Unies<sup>66</sup>, les organisations de la société civile et les universités qui constituent un point d'entrée pour cette activité<sup>67</sup>.
  39. Selon une étude menée par le PAM en 2019 sur les interventions axées sur la problématique femmes-hommes et les transferts monétaires<sup>68</sup>, l'utilisation d'espèces dans le cadre d'une intervention intégrée a un potentiel d'autonomisation et de transformation que n'ont pas les transferts en nature. Le suivi du PAM a montré que les femmes jouent un rôle important dans l'utilisation des espèces et que le programme de filet de protection sociale d'urgence a encouragé l'épargne et facilité l'inclusion financière.

---

<sup>64</sup> Module mondial de la sécurité alimentaire. 2019. *Lessons Learned. Exercise: Emergency Social Safety Net (ESSN)*, November 2018. <https://fscluster.org/turkey/document/turkey-lessons-learned-exercise>.

<sup>65</sup> PAM, Oxford Policy Management and Development Analytics. 2018. *Evaluation of the DG ECHO funded Emergency Social Safety Net (ESSN) in Turkey*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000100401/download/>.

<sup>66</sup> ONU-Femmes. 2018. *Needs Assessment of Syrian Women and Girls Under Temporary Protection Status in Turkey*. <http://eca.unwomen.org/en/digital-library/publications/2018/08/needs-assessment-of-syrian-women-and-girls-under-temporary-protection-status-in-turkey>.

<sup>67</sup> Analyse de la problématique femmes-hommes menée par le Bureau du PAM en Turquie en décembre 2018. (Non disponible en ligne.)

<sup>68</sup> PAM. 2019. *The potential of cash-based interventions to promote gender equality and women's empowerment*. <https://reliefweb.int/report/world/potential-cash-based-interventions-promote-gender-equality-and-women-s-empowerment>.



## 2.2 Potentialités pour le PAM

40. Compte tenu de l'expérience et des leçons qui ont été tirées, le PAM continuera de collaborer avec le Gouvernement et les partenaires pendant la période couverte par le PSPP, en cherchant à concrétiser les options stratégiques par les mesures suivantes:
- tirer parti des partenariats du PSPP pour renforcer les systèmes nationaux;
  - apporter un appui technique au Gouvernement afin d'aider les réfugiés, dans les camps comme en dehors, au moyen d'activités favorisant l'acquisition et le développement des compétences et l'employabilité dans des conditions équitables pour les deux sexes;
  - renforcer la collaboration avec des entités axées sur l'aide au développement et élargir les partenariats établis, afin d'améliorer l'employabilité des bénéficiaires et de permettre de passer de l'assistance humanitaire à une réelle autosuffisance;
  - tirer parti des nombreuses données qualitatives et quantitatives<sup>69</sup> que génèrent les programmes du PAM pour faire en sorte que la conception des programmes repose davantage sur des éléments factuels, notamment la détermination du profil des bénéficiaires, et renforcer les mécanismes de ciblage complémentaires ainsi que les initiatives adaptées à certaines formes de vulnérabilité;
  - contribuer à faire progresser l'égalité des sexes par des investissements dans la recherche, dans des initiatives relevant des programmes et dans des activités de sensibilisation en faveur des réfugiés, sans distinction de sexe ni d'âge et quelles que soient les formes de vulnérabilité;
  - favoriser lors de l'exécution des programmes la prise en compte systématique des questions relatives à la protection et à la responsabilité à l'égard des populations touchées;
  - promouvoir la cohésion sociale et aider les réfugiés à contribuer à l'économie turque par la consommation;
  - veiller à ce que le PAM soit prêt à appuyer le rapatriement librement consenti des réfugiés – conformément aux principes humanitaires –, le cas échéant, en tenant compte des besoins des bénéficiaires, de la dynamique régionale et des incidences et risques potentiels;
  - collaborer avec le Gouvernement à l'appui de son engagement au titre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire ainsi qu'avec l'Accélérateur d'impact sur la réalisation des ODD, en vue de favoriser l'échange de connaissances et de compétences techniques se rapportant aux systèmes de protection sociale et de filets de sécurité et à leur capacité d'adaptation aux crises humanitaires.

## 2.3 Réorientations stratégiques

41. Le présent PSPP décrit le rôle que joue le PAM en Turquie en tant que partenaire estimé, en contribuant aux interventions nationales qui répondent de manière complète aux besoins essentiels des personnes vulnérables, en particulier les réfugiés. Dans le cadre du présent PSPP, le PAM contribuera à la mise en œuvre du programme de filet de protection sociale d'urgence pendant le premier trimestre de 2020, en apportant un appui technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'assurer un transfert de responsabilités sans heurt ni interruption à ce moment-là. Pour venir en aide aux réfugiés dans les camps et en dehors

---

<sup>69</sup> Y compris les constatations issues de l'étude du PAM sur le potentiel des interventions de type monétaire au service de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. 2019. *The potential of cash-based interventions to promote gender equality and women's empowerment*. <https://reliefweb.int/report/world/potential-cash-based-interventions-promote-gender-equality-and-women-s-empowerment>.

des camps, le PAM continuera de collaborer avec les parties prenantes nationales, échangeant des compétences et des savoir-faire en matière de conception de programmes humanitaires et partageant son expérience mondiale dans le domaine de la mise en œuvre, afin de renforcer les systèmes nationaux, de soutenir une coordination efficace et de tirer des enseignements qui contribuent à améliorer en permanence l'exécution des programmes.

42. Le PAM, en partenariat avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes nationales, continuera d'aider les réfugiés vulnérables (femmes, hommes, filles et garçons) à subvenir à leurs besoins essentiels, tout en apportant les changements stratégiques suivants:
- programmes d'appui aux moyens d'existence plus solides et amplifiés qui facilitent le passage des bénéficiaires de l'assistance humanitaire à l'autosuffisance;
  - soutien aux partenaires du Gouvernement et de la société civile pour favoriser la formation, l'acquisition de compétences et une meilleure employabilité des réfugiés, femmes et hommes, de manière équitable;
  - facilitation du partage entre le Gouvernement turc et les autres pays des connaissances et des compétences en matière de protection sociale et de filets de sécurité, y compris celles liées à l'intervention en faveur des réfugiés.

### **3. Orientation stratégique du PAM**

#### **3.1 Direction, orientations et impacts escomptés**

43. Dans le cadre du présent PSPP et de son seul effet direct stratégique lié au renforcement de la résilience, le PAM aidera la Turquie et ses partenaires à faire en sorte que tous les réfugiés bénéficient d'une assistance permettant de subvenir à leurs besoins essentiels et que les réfugiés et les autres personnes vulnérables qui subissent les incidences de leur présence prolongée aient un accès équitable aux possibilités d'emploi.
44. Le PAM doit pour cela modifier son orientation et ses objectifs stratégiques en Turquie, en tirant parti des bons résultats obtenus dans le cadre des partenariats solides établis au titre du programme de filet de protection sociale d'urgence et des dispositifs mis en place en faveur des réfugiés vivant dans les camps. Pour répondre aux besoins immédiats des réfugiés les plus vulnérables, le PAM et ses partenaires continueront à fournir une assistance sous forme de transferts de type monétaire non assortis de conditions, dans les camps comme en dehors, tandis que la gestion de l'aide fournie en dehors des camps au titre du programme de filet de protection sociale d'urgence sera transférée en 2020. La priorité sera donnée à l'établissement de passerelles vers l'autosuffisance moyennant un meilleur accès au marché du travail. Le PAM donnera aussi la priorité au renforcement des capacités et au partage des connaissances parmi les partenaires nationaux, tout en étudiant les moyens de promouvoir les approches éprouvées de collaboration établies en dehors de la Turquie au titre de la coopération Sud-Sud.
45. En phase avec le plan P3R et la stratégie conjointe HCR-PAM pour améliorer l'autosuffisance dans les situations de réfugiés prolongées<sup>70</sup>, le PAM tirera parti des partenariats déjà établis avec le Gouvernement et le Croissant-Rouge turc et s'efforcera d'en nouer de nouveaux, en particulier avec les institutions et organisations nationales pour l'emploi.
46. Le PSPP s'articule autour de cinq activités complémentaires, toutes liées à l'ODD 17 et aux thèmes connexes que sont l'apprentissage commun, le renforcement des capacités et la

---

<sup>70</sup> PAM et HCR. *Joint Strategy: Enhancing Self-Reliance in Food Security and Nutrition in Protracted Refugee Situations*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-000009706/download/>. Cette stratégie s'appuie sur la politique de renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (PAM, 2015) (WFP/EB.A/2015/5-C). <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-000026436/download/>.

durabilité. La complémentarité de ces activités est essentielle, aussi bien pour le partenariat du PAM avec le Gouvernement que sur le plan de la responsabilité à l'égard des bénéficiaires. L'action menée par le PAM pour atteindre l'ODD 17 contribuera tout particulièrement à progresser plus rapidement vers la réalisation des ODD 1 et 2, en subvenant de manière plus globale aux besoins essentiels des populations que sont la nourriture, l'hébergement et l'accès aux services.

47. L'approche axée sur les partenariats sera un élément central de l'action opérationnelle et à long terme de renforcement des capacités et de partage des connaissances avec les partenaires nationaux (activité 1) et, en particulier, le transfert progressif de la responsabilité des opérations du programme de filet de protection sociale d'urgence. L'assistance qui est fournie aux réfugiés dans le cadre du programme de filet de protection sociale d'urgence (activité 2) et des activités menées dans les camps (activité 3) permettra de subvenir aux besoins immédiats et persistants des réfugiés les plus vulnérables. La réorientation vers les moyens d'existence et les liens avec le marché du travail (activité 4) a pour objectif de renforcer les compétences et d'offrir des possibilités d'emploi aux réfugiés dotés de capacités de production, ce qui leur sera utile à long terme lorsqu'ils retourneront dans leur lieu d'origine. En tirant parti de la collaboration solide établie avec le Gouvernement et du processus itératif d'apprentissage commun mis en place dans le cadre du programme de filet de protection sociale d'urgence, le PAM aidera également le Gouvernement à étudier les possibilités de partage des connaissances à l'échelle mondiale qu'offrent la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (activité 5).
48. Le PAM continuera d'intégrer dans toutes ses opérations la problématique femmes-hommes et les questions liées à la protection pour s'assurer que les populations touchées reçoivent l'aide en toute sécurité, dans la dignité et sans discrimination; renforcer l'accès des réfugiés hautement vulnérables qui sont exclus; et prévenir et limiter autant que possible les répercussions négatives de l'assistance du PAM. Il faudra pour cela adopter une approche prenant en considération les situations de conflit qui soit en phase avec les priorités du Gouvernement et qui s'efforce d'atténuer les répercussions de l'assistance sur la cohésion sociale au sein des communautés de réfugiés et entre les réfugiés et les communautés d'accueil. Les risques en matière de protection liés aux programmes d'assistance continueront d'être évalués et traités directement, et les problèmes de caractère plus général décelés par le suivi et l'évaluation seront communiqués aux acteurs de la protection sur le terrain afin de réduire la vulnérabilité des personnes ayant des besoins particuliers.
49. Les modalités d'assistance seront sélectionnées de manière à promouvoir la dignité, l'autonomie et les préférences des bénéficiaires. Les réfugiés ayant des besoins auxquels il n'est pas possible de répondre dans le cadre de l'assistance du PAM seront orientés vers les prestataires de services gouvernementaux et non gouvernementaux pertinents. Sont notamment visés les réfugiés qui rencontrent des difficultés pour accéder aux soins de santé, à l'éducation ou encore aux services juridiques; ceux ayant des problèmes liés à la protection des réfugiés (enregistrement, détention, refoulement ou regroupement familial), aux violences sexuelles et sexistes, à la protection de l'enfance ou à la cohésion des communautés; et les personnes vulnérables, dont les personnes handicapées, les personnes âgées, les nouveaux arrivants et ceux qui ne remplissent pas les conditions voulues pour bénéficier de l'aide du PAM. Cette approche est conforme aux domaines prioritaires de la protection et responsabilité à l'égard des populations touchées recensés dans l'évaluation centralisée de l'intervention régionale menée par le PAM face à la crise syrienne (2015–2017)<sup>71</sup>.

---

<sup>71</sup> PAM. 2018. *Evaluation of the WFP Regional Response to the Syrian Crisis (2015–2018)*. <https://www.wfp.org/content/evaluation-wfps-regional-response-syrian-crisis-2015-2017>.

50. Le PAM poursuivra son dialogue avec le Gouvernement au sujet de la stratégie de celui-ci pour la gestion des camps, et il travaillera en coordination avec les pouvoirs publics et les intervenants humanitaires afin de créer des synergies avec d'autres programmes d'assistance.
51. Selon l'évolution de la situation en République arabe syrienne et dans la région, le Bureau du PAM en Turquie pourra collaborer aux opérations du PAM en République arabe syrienne en participant aux activités de préparation conjointes et en appuyant les retours de réfugiés dans leur pays, conformément aux plans élaborés avec le Gouvernement turc et d'autres organismes des Nations Unies par le biais des mécanismes et plateformes interinstitutions. Actuellement, les retours spontanés de réfugiés sont encore limités et de faible ampleur<sup>72</sup>.

### **3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles**

***Effet direct stratégique 1: Les partenariats sont renforcés pour venir en aide aux réfugiés et aux populations vulnérables subissant les incidences de leur présence prolongée en Turquie, afin que tous puissent accéder équitablement à une assistance leur permettant de subvenir à leurs besoins essentiels, ainsi qu'à des possibilités d'emploi***

52. Afin de contribuer à la concrétisation du résultat stratégique 8 du PAM, cet effet direct stratégique vise à renforcer l'action menée par le Gouvernement ainsi que ses systèmes afin de mettre en place un filet de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes pour les réfugiés vulnérables dans l'ensemble du pays, permettant de subvenir à leurs besoins essentiels, notamment logement, nourriture, services de santé et éducation. Il renforcera également les partenariats afin d'offrir un accès équitable au marché du travail aux personnes vulnérables qui subissent les incidences de la présence prolongée des réfugiés en Turquie. Par ailleurs, il s'efforce d'aider le Gouvernement turc à tirer parti de son modèle d'intervention à l'appui des réfugiés et de sa vaste expérience en matière de protection sociale grâce au partage des connaissances à l'échelle mondiale, ainsi qu'à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

#### ***Domaine d'action privilégié***

53. Cet effet direct stratégique est centré sur deux aspects de la résilience: premièrement, l'effet direct représente un investissement dans la résilience du filet de sécurité national et de sa préparation aux situations d'urgence futures; deuxièmement, il déploie une assistance sous forme de transferts monétaires à usages multiples pour renforcer la résilience des réfugiés en situation prolongée de déplacement et établit des voies d'accès équitables à des moyens d'existence en faveur des réfugiés.

#### ***Produits escomptés***

54. Les produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
  - Les réfugiés recueillent les bienfaits de partenariats renforcés qui permettent de recenser et de cibler les populations vulnérables de manière responsable afin de leur apporter une assistance destinée à subvenir à leurs besoins essentiels.
  - Les réfugiés vivant dans des communautés turques recueillent les bienfaits de mécanismes institutionnels améliorés permettant d'élaborer des politiques, stratégies, plans et programmes d'assistance fondés sur des éléments factuels et visant à répondre aux besoins essentiels par la mise en place de filets de protection sociale, puis d'en assurer la mise en œuvre et le suivi.

---

<sup>72</sup> Au cours de l'exercice de suivi détaillé du troisième cycle (à paraître prochainement), seulement 4,5 pour cent des réfugiés syriens ont exprimé leur volonté de retourner dans leur pays.

- Les réfugiés vivant dans des camps recueillent les bienfaits de mécanismes institutionnels améliorés permettant d'élaborer des politiques, stratégies, plans et programmes fondés sur des éléments factuels et visant à apporter une assistance alimentaire à la faveur de transferts de type monétaire, puis d'en assurer la mise en œuvre et le suivi.
- Les réfugiés et les populations subissant les incidences de leur présence prolongée en Turquie recueillent les bienfaits de capacités institutionnelles améliorées permettant de mettre en œuvre des politiques, stratégies, plans et programmes visant à contribuer au développement de compétences monnayables et à l'amélioration des moyens d'existence grâce aux transferts de type monétaire.
- Les populations vulnérables, dans d'autres pays, recueillent les bienfaits du partage des connaissances à l'échelle mondiale pour la mise en place de systèmes renforcés dans les situations d'urgence humanitaire, rendu possible par l'échange avec la Turquie de connaissances, de savoir-faire et de moyens technologiques.

### **Activités essentielles**

#### *Activité 1: Renforcer les partenariats avec les institutions et les partenaires à l'échelle nationale afin d'améliorer la mise en œuvre des programmes*

55. Dans le cadre de cette activité, le PAM continuera de renforcer les partenariats au niveau national en privilégiant le partage des connaissances avec les partenaires au niveau institutionnel, opérationnel et technique afin de renforcer les capacités et d'assurer ainsi la mise en œuvre efficace, efficiente et équitable des programmes ainsi que l'obtention d'avantages à long terme pour les systèmes et les institutions turcs.
56. Au niveau institutionnel, le PAM collaborera avec le Ministère de la famille, du travail et des services sociaux et d'autres partenaires afin de renforcer les systèmes et processus centraux qui viennent en aide aux populations vulnérables ayant besoin d'une assistance en Turquie.
57. Pour mener à bien cette activité, on tirera parti de l'expérience acquise par le PAM dans la mise en œuvre du programme de filet de protection sociale d'urgence, en lien étroit avec le système de protection sociale turc.
58. Le PAM continuera de donner la priorité à la formation sur le lieu de travail, à l'accompagnement et au transfert de connaissances en faveur du personnel du Croissant-Rouge turc dans le cadre de la structure de gestion conjointe, où les équipes principales du PAM et du Croissant-Rouge turc chargées des programmes partagent des locaux communs. Une activité particulière sera mise en place afin de venir en aide au Croissant-Rouge turc lorsque le programme de filet de protection sociale d'urgence aura pris fin; elle lui permettra d'institutionnaliser ses programmes de transferts monétaires et ainsi d'utiliser les connaissances acquises à l'appui de ses autres activités.

#### *Activité 2: Fournir un appui technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'aider les réfugiés vivant dans des communautés turques*

59. Au titre de cette activité, le PAM collaborera avec ses partenaires pendant le premier trimestre de 2020, afin que des transferts de type monétaire à usages multiples, destinés à aider les réfugiés syriens et non syriens vulnérables vivant dans des communautés d'accueil en Turquie à subvenir à leurs besoins essentiels, puissent être effectués de manière rapide et sans heurt, tout en facilitant le transfert sans heurt de la responsabilité de l'exécution du programme de filet de protection sociale d'urgence. Jusqu'à 1,83 million de réfugiés en Turquie, quelle que soit leur origine, recevront une aide dans le cadre du programme de filet de protection sociale d'urgence. L'aide humanitaire est actuellement fournie à travers les systèmes de protection sociale turcs, ce qui permet d'assurer une action plus efficace tout en favorisant l'appropriation au niveau national et la cohésion sociale.

60. Le PAM continuera d'aider ses partenaires nationaux à élaborer et mettre à jour les systèmes utiles à la gestion de l'enregistrement et de la vérification des bénéficiaires, à la gestion des transferts et au rapprochement des données, au suivi des opérations tenant compte de la problématique femmes-hommes et à la coordination des activités, tout en recueillant des données sur les processus correspondants.
61. Le PAM et le Croissant-Rouge turc continueront d'aider les partenaires à déployer des outils<sup>73</sup> permettant de donner des informations aux réfugiés dans toute la Turquie sur le programme de filet de protection sociale d'urgence (y compris les critères d'admissibilité et les prestations auxquelles ils ont droit), en veillant à ce que tous les demandeurs puissent accéder directement aux informations concernant leur statut d'admissibilité ainsi qu'aux mises à jour du programme. À cet effet, une approche participative inclusive sera suivie et on veillera à ce que soient mis en place des mécanismes solides et accessibles d'enregistrement des réclamations et de remontée de l'information, qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes<sup>74</sup>.
62. Les données issues des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information et des consultations des bénéficiaires continueront d'être régulièrement analysées et utilisées pour étayer les processus de conception et d'examen des programmes. Conformément aux recommandations formulées à l'issue de l'évaluation décentralisée du programme de filet de protection sociale d'urgence, des données ventilées seront utilisées pour éclairer les évaluations des besoins et des capacités, attestant ainsi de la volonté du PAM d'assurer la participation des populations touchées à toutes les phases de la conception des programmes. Le PAM s'attachera aussi à inciter ses partenaires à apporter des ajustements aux programmes, sur la base d'éléments factuels, afin de les adapter aux besoins des personnes ayant des formes de vulnérabilité particulières, y compris les personnes lourdement handicapées.
63. Le PAM et le Croissant-Rouge turc poursuivront leur stratégie conjointe de communication visant à aider et à orienter les réfugiés qui se heurtent à des difficultés pour accéder au programme de filet de protection sociale d'urgence, et notamment celles qui résultent de handicaps, d'inégalités entre les sexes, d'obstacles liés à l'âge, de problèmes d'enregistrement officiel, de l'éloignement du lieu de résidence ou de l'analphabétisme. Ce programme sert aussi de plateforme pour réorienter les réfugiés dont les besoins sortent de son champ d'application – y compris les besoins liés à la protection – vers les prestataires de services pertinents.

*Activité 3: Fournir un appui technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'aider les réfugiés vivant dans des camps en Turquie*

64. Dans le cadre de cette activité, le PAM continuera de collaborer avec ses partenaires afin d'assurer le transfert rapide et sans heurt de l'assistance destinée à 80 000 réfugiés vivant dans des camps dans le sud-est de la Turquie.

---

<sup>73</sup> Les outils utilisés sont notamment un centre d'appel avec 23 opérateurs parlant six langues, qui ont déjà répondu à 1 188 721 appels provenant de personnes touchées (sur les 3 091 157 appels reçus), une page Facebook avec 78 758 abonnés et 137 936 visites du site Web du programme de filet de protection sociale d'urgence (disponible en arabe, en farsi, en turc et en anglais), un système qui utilise des SMS pour toutes les communications faisant suite à une demande et des discussions de groupe.

<sup>74</sup> Les groupes de réflexion du PAM organisés en novembre 2018 étaient centrés sur la responsabilité à l'égard des populations touchées. La plupart des participants ont indiqué que les voies de communication du programme de filet de protection sociale d'urgence étaient facilement accessibles d'autant plus que la plupart des ménages de réfugiés disposaient de smartphones avec des jeux de données. La plupart des participants étaient aussi informés qu'ils avaient la possibilité de faire remonter leurs observations et leurs réclamations aux parties prenantes du programme. Le PAM mènera en 2019 une enquête sur la responsabilité à l'égard des populations touchées qui servira de base aux mesures qui seront prises pour améliorer l'accès des personnes handicapées au matériel de sensibilisation et aux mécanismes de réclamation et de remontée de l'information.



65. Depuis le second semestre de 2018, la Direction générale de la gestion des migrations a fermé ou réduit un certain nombre de camps, ce qui a donné lieu au déplacement de réfugiés vers d'autres camps ou, pour certains, vers les zones urbaines. Le PAM dialogue avec le Gouvernement au sujet de la stratégie de celui-ci, et il travaillera en coordination avec le Croissant-Rouge turc et la Direction générale de la gestion des migrations afin de rechercher des possibilités d'optimiser le système de fourniture de l'assistance dans les camps qui restent ouverts. Une étude de faisabilité a été réalisée pendant le premier trimestre de 2019, en tenant compte des besoins et des préoccupations des réfugiés vivant dans les camps et en assurant le respect de la diversité, notamment lorsqu'elle est liée au sexe, à l'âge et au handicap. L'étude comportait des discussions de groupe menées avec les femmes et les hommes vivant dans les camps et une analyse des problèmes opérationnels. Sur la base des conclusions de l'étude et des consultations avec les parties prenantes et des donateurs, un système de carte amélioré a été mis en place dans trois camps en août 2019; il peut être utilisé dans les terminaux de point de vente pour se procurer des espèces. Dans tous les camps recevant l'aide du PAM, le système de carte sera progressivement amélioré de sorte que tous les bénéficiaires vivant dans des camps puissent en profiter.
66. À compter d'août 2019, l'assistance du PAM passera de 50 à 100 livres turques par bénéficiaire dans les huit camps bénéficiant d'un appui du PAM<sup>75</sup>, tandis que la Direction générale de la gestion des migrations continuera de couvrir les dépenses liées au logement, aux équipements collectifs, à l'éducation et aux soins de santé.
67. Le PAM poursuivra son dialogue avec le Gouvernement sur ses plans et travaillera en coordination avec les principales parties prenantes, notamment le Croissant-Rouge turc et la Direction générale de la gestion des migrations afin d'améliorer les systèmes et de créer des synergies entre les programmes du PAM en place dans les camps et le programme de filet de protection sociale d'urgence.

*Activité 4: Fournir un appui technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'aider les réfugiés et les populations vulnérables à bénéficier d'un accès équitable aux possibilités d'emploi*

68. Cette activité a pour objectif de combler l'écart existant entre le nombre de personnes qui ont besoin d'un appui aux moyens d'existence et les possibilités d'emploi disponibles sur le marché du travail en Turquie. Le déséquilibre entre l'offre et la demande touche à la fois la population turque et les réfugiés. Cette situation, à laquelle s'ajoute la prolongation de la crise en Syrie, a amené le Gouvernement et les donateurs à rechercher des solutions plus durables et à se concentrer sur le renforcement de l'autosuffisance des réfugiés. Les citoyens turcs et les réfugiés ont besoin de compétences monnayables afin de pouvoir accéder à des possibilités d'emploi.
69. Face à cet enjeu, le PAM et ses partenaires s'attacheront à valoriser le capital humain par une approche participative inclusive qui promeut la cohésion sociale, en améliorant l'autosuffisance des bénéficiaires, femmes et hommes, de manière équitable. Cette démarche est en phase avec le plan P3R<sup>76</sup>, la stratégie commune du HCR et du PAM en matière d'autosuffisance dans les situations de réfugiés prolongées<sup>77</sup> ainsi que le document de travail du PAM sur la valorisation du capital humain<sup>78</sup>.

---

<sup>75</sup> Le nombre de camps couverts par le PAM est probablement appelé à changer étant donné que le Gouvernement prévoit de décongestionner les camps, ce qui pourrait donner lieu à la fermeture de certains d'entre eux.

<sup>76</sup> *Regional Refugee & Resilience Plan 2018-2019: Turkey*. <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/63168>.

<sup>77</sup> PAM et HCR. *Joint Strategy: Enhancing Self-Reliance in Food Security and Nutrition in Protracted Refugee Situations*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000009706/download/>.

<sup>78</sup> *Building Human Capital Development through FFT: WFP's Potential Role and Opportunities*. Document de travail établi à la demande du Siège du PAM. (N'est pas encore disponible en ligne.)

70. Par ce travail, le PAM et ses partenaires cibleront 5 100 réfugiés et personnes vulnérables auxquels ils apporteront un appui dans le cadre d'activités visant à renforcer leurs compétences (formation professionnelle et en cours d'emploi), à leur donner accès à des emplois à court terme (principalement dans le cadre de projets de travaux publics), et de services liés à l'emploi afin d'améliorer leur employabilité sur les sites où les réfugiés sont très nombreux et où il existe des possibilités d'accéder au marché du travail<sup>79</sup>. Les activités du programme seront conçues de façon à apparier les besoins et les intérêts des femmes et des hommes aux déficits sur le marché du travail, afin de développer des compétences qui soient durables, transférables et monnayables dans le secteur privé. Des analyses participatives par sexe et par âge seront menées avec les partenaires avant la mise en œuvre; elles guideront le ciblage afin que les femmes et les hommes bénéficient équitablement des activités.
71. Des transferts monétaires à usages multiples seront assurés; ils seront subordonnés à la participation aux activités. Les transferts contribueront à réduire les coûts d'opportunité de la participation – y compris ceux liés aux responsabilités en matière de soins, à la génération de revenus et aux tâches ménagères –, et ainsi à accroître la probabilité que les participants, en particulier les femmes, adhèrent aux programmes et les mènent à terme. La valeur de transfert et les mécanismes d'exécution se conformeront aux règlements gouvernementaux afin de contribuer à la cohésion sociale et à l'intégration financière au sein des communautés.

*Activité 5: Aider la Turquie à échanger avec d'autres pays des connaissances, un savoir-faire et des moyens technologiques, en facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire*

72. Dans le cadre de cette activité, le PAM collaborera avec le Gouvernement afin de réfléchir à la façon dont la communauté mondiale de l'aide humanitaire et du développement peut tirer profit de la mise en commun des compétences techniques en matière de systèmes de protection sociale, qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes et sont réactifs face aux chocs, et de la capacité de la Turquie de s'adapter aux crises humanitaires. Le PAM continuera également à aider le Gouvernement à contribuer au SDG National Digital ID Innovation Challenge (défi de l'innovation en matière d'identité numérique nationale, lancé par l'Accélérateur d'impact des ODD).
73. Les initiatives stratégiques du Gouvernement sur le plan national et international, les partenariats efficaces qu'il a su établir et son ouverture à l'innovation ont ouvert la voie à la mise en place du plus vaste programme d'assistance humanitaire fondé sur des transferts de type monétaire au monde<sup>80</sup>.
74. Au cours de la décennie écoulée, le Gouvernement a considérablement accru son assistance internationale, tout en renforçant le rôle géopolitique que joue la Turquie dans le monde. L'augmentation des ressources destinées à l'aide<sup>81</sup> a permis à la Turquie d'inscrire ses politiques et programmes d'assistance dans une perspective mondiale, manifestant ainsi son adhésion sans réserve à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. La Turquie a accueilli en 2016 le Sommet mondial sur l'action humanitaire, qui a réaffirmé son engagement humanitaire, ainsi que l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud en

---

<sup>79</sup> Ministère de la famille, du travail et des services sociaux. 2018. *Labour Market Survey Report*. <https://media.iskur.gov.tr/22554/2018-yili-turkiye-geneli-ipa-raporu.pdf>.

<sup>80</sup> Banque mondiale et PAM. 2019. *Vulnerability and Protection of Refugees in Turkey: Findings from the rollout of the largest humanitarian cash assistance program in the world*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31813>.

<sup>81</sup> Gouvernement turc. 2018. *Turkish Development Assistance Report 2017* <http://www.tika.gov.tr/upload/2019/Turkish%20Development%20Assistance%20Report%202017/Kalkinma2017EngWeb.pdf>. En Turquie, l'aide publique au développement est passée de 3,9 milliards de dollars en 2015 à 8,2 milliards de dollars en 2017, le pays s'étant par ailleurs engagé à atteindre 10 milliards de dollars d'ici à 2020.

2017, qui portait sur le thème de la transformation économique, sociale et environnementale.

75. Le PAM mettra à profit les bons résultats qu'il a obtenus en facilitant les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, y compris ses partenariats avec des pays comme le Brésil et la Chine, tout en tirant parti de sa présence sur la scène mondiale et des relations établies au niveau national. Les échanges institutionnels devraient permettre de renforcer les partenariats et le partage des compétences, qui sont au cœur du programme de filet de protection sociale d'urgence depuis sa conception initiale, tout en donnant une grande visibilité à la Turquie en tant que pourvoyeur de connaissances, de savoir-faire et d'assistance en faveur des autres pays en développement.
76. Le PAM aidera le Gouvernement à cartographier et à documenter tous les processus établis dans le cadre de l'intervention face à la crise des réfugiés afin de générer un système de gestion des informations et des connaissances et, si possible, des modes opératoires normalisés qui facilitent le partage des connaissances avec les autres pays.
77. Le PAM aide le Gouvernement dans sa contribution au SDG National Digital ID Innovation Challenge depuis 2019, en rédigeant conjointement l'énoncé du problème, en donnant des avis sur le processus et en reliant les organisations intéressées à la réalité à laquelle les réfugiés et les autres parties prenantes sont confrontés sur le terrain. Ce processus se poursuivra en 2020 jusqu'à ce qu'il soit achevé. L'appui fourni par le PAM consiste notamment à collaborer avec les organisations sélectionnées pour poursuivre le développement de la plateforme d'identité numérique, et à établir des liens étroits entre ces organisations et les parties prenantes, y compris les réfugiés, afin de s'assurer que la plateforme répond aux attentes des parties prenantes.

### **3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait**

78. Comme noté précédemment, le PAM transfèrera au Gouvernement la responsabilité de la mise en œuvre du programme de filet de protection sociale d'urgence à la fin du premier trimestre de 2020. D'ici là, il continuera d'assurer la mise en œuvre du programme tout en orientant les efforts au-delà du programme, afin d'aider les réfugiés dans les camps et d'assurer que les bénéficiaires peuvent accéder de manière équitable aux programmes fondés sur des moyens d'existence durables. Cette démarche est conforme aux priorités du Gouvernement et aux objectifs de la Facilité en faveur des réfugiés en Turquie, à savoir aider les réfugiés à devenir autosuffisants, à subvenir à leurs besoins essentiels et à contribuer aux communautés locales et à l'économie en attendant une solution durable à la crise.
79. Le PAM continuera à investir dans l'apprentissage afin d'acquérir des connaissances, des pratiques optimales et les enseignements tirés de sa participation aux transferts monétaires à usages multiples fournis dans le cadre du programme national de filets de protection sociale. Les activités d'apprentissage comprendront le partenariat établi avec la Banque mondiale afin de mesurer l'incidence du programme de filet de protection sociale d'urgence sur les ménages bénéficiaires; les partenariats complémentaires avec les universités pour approfondir des aspects spécifiques sectoriels, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation; et la documentation des processus et des enseignements. La problématique femmes-hommes et l'âge seront pris en compte à tous les niveaux. Ces activités permettront d'assurer que l'apprentissage est utilisé pour éclairer l'évolution du programme et mis à la disposition de l'ensemble de la communauté d'aide humanitaire.

## 4. Modalités d'exécution

### 4.1 Analyse des bénéficiaires

**TABEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (2020-2021)**

Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
Effet direct stratégique 1: Les partenariats sont renforcés pour venir en aide aux réfugiés et aux populations vulnérables subissant les incidences de leur présence prolongée en Turquie, afin que tous puissent accéder équitablement à une assistance leur permettant de subvenir à leurs besoins essentiels, ainsi qu'à des possibilités d'emploi	1: Renforcer les partenariats avec les institutions et les partenaires à l'échelle nationale afin d'améliorer la mise en œuvre des programmes	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	<b>S.O.</b>
	2: Fournir un appui technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'aider les réfugiés vivant dans des communautés turques	535 311	571 851	396 459	323 379	<b>1 827 000</b>
	3: Fournir un appui technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'aider les réfugiés vivant dans des camps en Turquie	23 440	25 040	17 360	14 160	<b>80 000</b>
	4: Fournir un appui technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'aider les réfugiés et les populations vulnérables à bénéficier d'un accès équitable aux possibilités d'emploi	8 697	9 290	6 441	5 254	<b>29 682</b>
	5: Aider la Turquie à échanger avec d'autres pays des connaissances, un savoir-faire et des moyens technologiques, en facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	<b>S.O.</b>
<b>Total (chevauchements compris)</b>		<b>567 448</b>	<b>606 181</b>	<b>420 260</b>	<b>342 793</b>	<b>1 936 682</b>
<b>Total (hors chevauchements)</b>		<b>565 274</b>	<b>603 858</b>	<b>418 650</b>	<b>341 479</b>	<b>1 929 261</b>

80. Pendant la période de deux ans couverte par le présent PSPP, le PAM prévoit de venir en aide à près de 2 millions de bénéficiaires directs (51 pour cent de femmes et de filles; 49 pour cent d'hommes et de garçons).
- *Activité 1.* Le PAM ne prévoit pas de venir en aide directement aux bénéficiaires dans le cadre de cette activité; toutefois, les réfugiés tireront avantage des partenariats renforcés, qui permettront aux partenaires nationaux de cibler les personnes vulnérables de manière responsable et équitable et de les aider à subvenir à leurs besoins essentiels.
  - *Activité 2.* Le programme de filet de protection sociale d'urgence, qui compte actuellement plus de 1,6 million de bénéficiaires, devrait permettre, si les critères de ciblage ne sont pas modifiés, d'atteindre près de 1,83 million de réfugiés d'ici à 2020. Le nombre de nouvelles demandes devrait être limité, mais l'augmentation sera due principalement à des facteurs démographiques comme les naissances et les adultes qui atteignent l'âge de la retraite. Les critères de ciblage démographique fondés sur la composition des ménages, le sexe, l'âge et le handicap servent d'indicateurs indirects de la vulnérabilité socioéconomique. Des efforts sont déployés afin de réduire tant les erreurs d'exclusion<sup>82</sup> (c'est-à-dire lorsque des ménages extrêmement pauvres ne sont pas pris en charge) que les erreurs d'inclusion (lorsque des ménages pourtant moins vulnérables sont, eux, pris en charge). Les réfugiés sont informés par SMS de leur admissibilité, de leurs droits et des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information auxquels ils peuvent accéder. Ils peuvent également vérifier ces informations en contactant le centre d'appels.
  - *Activité 3.* En partenariat avec le Gouvernement et le Croissant-Rouge turc, l'aide apportée par le PAM aux réfugiés dans les camps situés dans le sud-est du pays devrait être étendue pour atteindre environ 80 000 personnes en fonction de l'évolution des plans du Gouvernement concernant le programme dans les camps. L'assistance complétera la gamme des transferts et des services fournis par le Gouvernement et les autres partenaires pour répondre aux besoins essentiels de ceux qui vivent dans les camps.
  - *Activité 4.* Le soutien apporté aux partenaires visera à faciliter l'accès aux activités de formation professionnelle et de développement des compétences, à des possibilités d'emploi temporaire et à des services de soutien à l'emploi au profit de 5 100 participants (les bénéficiaires étant estimés à 29 682) sur des sites où les réfugiés sont très nombreux et où il existe des possibilités d'emploi. Compte tenu de la réalité du marché du travail, 50 pour cent des participants seront des femmes et des jeunes; y compris les personnes recommandées par le Gouvernement et les ONG partenaires.
  - *Activité 5.* Cette activité ne vient pas directement en aide aux bénéficiaires; toutefois, les populations vulnérables tireront avantage du renforcement des systèmes nationaux, qui ont été améliorés dans le cadre du partenariat pour le partage des connaissances établi avec le Gouvernement turc et de la mise en place de la plateforme d'identité numérique.

---

<sup>82</sup> Des fonds pouvant être utilisés librement sont alloués à des fondations d'aide sociale et de solidarité dans chaque district, afin de permettre aux travailleurs sociaux, en se rendant dans les ménages, d'identifier et d'inclure les ménages non bénéficiaires extrêmement pauvres qui ne répondent pas aux critères démographiques.

## 4.2 Transferts

### *Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire*

<b>TABLEAU 2: VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>							
	<b>Effet direct stratégique 1</b>						
	<b>Activité 2</b>			<b>Activité 3</b>	<b>Activité 4</b>		
<b>Type de bénéficiaires</b>	<b>Réfugiés en dehors des camps - assistance mensuelle</b>	<b>Ménages de réfugiés en dehors des camps - compléments trimestriels</b>	<b>Réfugiés en dehors des camps - complément mensuel pour les personnes handicapées</b>	<b>Réfugiés dans les camps</b>	<b>Réfugiés - rémunération mensuelle pour la formation</b>	<b>Réfugiés - rémunération mensuelle contre travail</b>	<b>Réfugiés - rémunération pour la formation sur le lieu de travail</b>
Transferts de type monétaire*	0,70	3,52 en moyenne	3,52	0,58	0,76	2,64**	2,64**
Nombre de jours d'alimentation	360	360	360	360	120	180	180

Le PAM ne viendra pas en aide à des bénéficiaires directs dans le cadre des activités 1 et 5.

\* À l'aide du taux de change des Nations Unies de mai 2019, soit 5,9464 livres turques pour 1 dollar.

\*\* Sur la base du salaire minimum net mensuel en Turquie de 2 559 livres turques.

<b>TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR</b>		
	<b>Total (en tonnes)</b>	<b>Total (en dollars)</b>
Produits alimentaires		-
Transferts de type monétaire		183 718 159
<b>Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)</b>		<b>183 718 159</b>

81. Au titre de l'activité 2, les réfugiés recevront une assistance monétaire mensuelle pendant le premier trimestre de 2020 accompagnée d'un complément trimestriel. Cette assistance a pour but de contribuer à couvrir les besoins essentiels que les ménages ne parviennent pas à prendre en charge eux-mêmes, tel qu'estimé à l'aide du panier de dépenses minimales<sup>83</sup>. Les réfugiés dans les communautés d'accueil qui bénéficient du programme de filet de protection sociale d'urgence recevront 120 livres turques par mois et par personne. Un autre complément trimestriel sera fourni pour couvrir les dépenses saisonnières: il sera de

<sup>83</sup> Pour calculer le montant du panier de dépenses minimales des réfugiés en Turquie, le PAM s'appuie sur les données secondaires de l'Institut turc des statistiques. Il s'agit notamment des données concernant tous les produits alimentaires et non alimentaires de base, le loyer, les services collectifs, les coûts hivernaux et les services comme le transport, l'éducation et la santé. En mars 2019, le coût du panier était de 333 livres turques par personne et par mois. On estime que les ménages les plus pauvres sont en mesure de couvrir 142 livres turques par leurs propres sources de revenu, ce qui laisse 191 livres turques ou 34,3 dollars de besoins non couverts. Lorsque le complément trimestriel moyen est pris en compte dans l'assistance mensuelle, environ 133 livres turques sont fournies, ce qui laisse un déficit de 58 livres turques par personne et par mois.



- 600 livres turques pour les ménages d'une à quatre personnes, de 300 livres turques pour ceux comptant cinq à huit personnes et de 100 livres turques pour ceux comptant au moins neuf personnes. Le complément est fourni en fonction de la composition de la famille et non par membre de la famille, car les besoins et les dépenses n'augmentent pas proportionnellement avec les individus; le complément trimestriel a aussi pour objectif d'équilibrer le montant de l'aide fournie aux familles moins nombreuses, qui reçoivent une assistance mensuelle moins élevée au titre du programme de filet de protection sociale d'urgence, en les faisant bénéficier d'un transfert plus important.
82. Le montant des compléments est le résultat d'activités de plaidoyer et de négociations qui ont abouti à la constitution d'un groupe de travail sur la valeur des transferts, auquel toutes les principales parties prenantes du programme, et notamment le PAM, ont participé. Le groupe a étudié les moyens de maintenir le pouvoir d'achat des réfugiés en ajustant la valeur des transferts pour les transferts mensuels ou les compléments trimestriels, ce qui a donné lieu à une augmentation des compléments trimestriels de 35 livres turques en moyenne par bénéficiaire.
  83. Les ménages bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence peuvent compter un ou plusieurs membres handicapés, mais les personnes lourdement handicapées ont droit à un complément mensuel supplémentaire de 600 livres turques pour couvrir les dépenses liées à l'aide à plein temps dont elles ont besoin et pour compenser le peu d'activités rémunératrices auxquelles elles ont accès.
  84. Les bénéficiaires utilisent leur carte pour retirer des espèces à des distributeurs automatiques ou par le biais des terminaux de point de vente. Plus de 400 000 bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence reçoivent également une assistance de l'UNICEF et du Croissant-Rouge turc sous forme de transferts monétaires assortis de conditions en faveur de l'éducation, en utilisant la même carte que pour le programme.
  85. Dans le cadre de l'activité 3, les réfugiés vivant dans des camps recevront 100 livres turques par mois pour couvrir leurs besoins essentiels, y compris la nourriture. Le montant du transfert est légèrement inférieur à celui du programme de filet de protection sociale d'urgence au motif que les réfugiés dans les camps bénéficient d'un certain nombre de services gratuits, notamment l'hébergement, ce qui réduit le coût de la vie. Le PAM, en concertation avec les parties prenantes, mettra en place un système de carte amélioré dans les camps qui permettra aux bénéficiaires de bons électroniques d'utiliser les terminaux de point de vente ou de retirer des espèces. Le PAM plaide aussi en faveur de la mise en place de mesures visant à protéger le pouvoir d'achat des réfugiés vivant dans des camps.
  86. Pour ce qui concerne l'activité 4, le montant des transferts fixé à 750 livres turques dont bénéficie chaque participant aux activités de formation et de perfectionnement a été calculé sur la base des constatations issues de la mise en œuvre à titre pilote de l'activité dans le cadre du PSPP de transition. Un certain nombre de bénéficiaires du programme de filet de protection sociale d'urgence tireront aussi profit des activités de formation, mais il est probable que leur participation à ces sessions entraînera une perte de revenus pour leur ménage. Aussi, le transfert complémentaire compensera les coûts d'opportunité pouvant être liés à la participation. La valeur des transferts concernant les projets de travaux publics et la formation sur le lieu de travail est fixée à 3 308 livres turques par participant, ce qui équivaut au salaire minimum brut estimé en Turquie pour 2020 et 2021. Les participants recevront directement 2 613 livres turques (montant égal au salaire minimum net prévu), tandis que le reste servira à couvrir la part salariale des redevances de sécurité sociale et sera versé directement aux institutions publiques respectives.

87. Le choix des modalités est guidé par les données factuelles liées aux programmes de transfert de type monétaire mis en place en Turquie et dans la région<sup>84</sup>, ainsi que par des consultations avec les bénéficiaires eux-mêmes. Dans les groupes de réflexion, les bénéficiaires vivant dans les camps ou en dehors des camps, y compris les femmes et les hommes d'âges différents, ont invariablement indiqué qu'ils appréciaient la liberté de choix qu'offraient les modalités de transfert de type monétaire; que la pratique de ce type de transfert leur permettait d'acquérir des notions financières; que la prise de décisions concernant l'utilisation des espèces n'entraînait pas de tensions dans la plupart des ménages; et qu'ils préféreraient les transferts de type monétaire à l'assistance alimentaire en nature.
88. Étant donné que les bénéficiaires d'une assistance au titre du programme de filet de protection sociale d'urgence ont la possibilité de retirer des espèces à tout moment à n'importe quel distributeur automatique de billets ou d'utiliser l'aide reçue à n'importe quel terminal de point de vente, ils peuvent choisir de le faire discrètement dans des lieux sûrs; le versement de l'aide dans les camps a lieu dans des endroits publics où des mesures de sécurité appropriées sont en place.

### ***Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud***

89. La stratégie, la conception et la mise en œuvre du présent PSPP reposent sur le renforcement des capacités. Toutes les activités s'inscrivent dans les cadres nationaux, sont alignées sur les programmes nationaux et exécutées dans le cadre de structures nationales, conjointement avec le Gouvernement et les parties prenantes non gouvernementales nationales. Le partage des connaissances au niveau institutionnel, opérationnel et technique renforcera les capacités de mise en œuvre et procurera des avantages à long terme aux systèmes et aux institutions du pays.
90. Fort de sa présence actuelle et des relations qu'il a établies, et comme énoncé au titre de l'activité 5 du présent PSPP, le PAM collaborera avec le Gouvernement afin d'appuyer le partage des connaissances et l'échange de compétences techniques dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire au profit de la communauté mondiale de l'action humanitaire et du développement et pour aider les autres pays à réaliser les ODD.

### **4.3 Chaîne d'approvisionnement**

91. La mise en œuvre du présent PSPP ne présente pas de difficultés particulières liées à la chaîne d'approvisionnement. Il n'y a pas de bénéficiaires directs et, par conséquent, aucun aspect de la chaîne d'approvisionnement n'intervient dans les activités 1 et 5. Au titre de l'activité 2, les bénéficiaires vivant en dehors des camps continueront de recevoir des transferts de type monétaire en utilisant la plateforme du programme de filet de protection sociale d'urgence par l'intermédiaire d'un prestataire de services financiers, en coordination avec le Croissant-rouge turc jusqu'au transfert de la responsabilité du projet. Dans le cadre de l'activité 3, les bénéficiaires vivant dans des camps continueront de recevoir par l'intermédiaire d'un prestataire de services financiers des bons électroniques qui sont échangeables auprès des magasins agréés par le Gouvernement et établis à l'intérieur des camps, sous réserve des changements que pourraient décider les partenaires. Pour ce qui concerne l'activité 4, les bénéficiaires recevront une aide sous forme de transferts de type monétaire par l'intermédiaire d'un prestataire de services financiers, la plateforme du programme de filet de protection sociale d'urgence déjà établie étant une solution possible.

---

<sup>84</sup> Le Boston Consulting Group. 2017. *Food – Restricted Voucher or Unrestricted Cash? How to best support Syrian refugees in Jordan and Lebanon?* <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp291346.pdf>.

92. D'après l'expérience du PAM, l'économie et les marchés locaux sont suffisamment solides pour faire face à la demande et absorber d'importantes injections de liquidités; par ailleurs, les opérations de transfert de type monétaire en Turquie et dans le reste de la région ont montré qu'elles exerçaient un effet positif sur l'économie locale, générant des perceptions favorables de l'assistance parmi les communautés d'accueil<sup>85</sup>.

#### **4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel**

93. La taille du Bureau du PAM en Turquie n'a pratiquement pas changé pendant la période couverte par le PSPP de transition (2018–2019). De nombreux postes sont maintenant pourvus par des ressortissants nationaux, ce qui permet de réduire au minimum le recours à des consultants internationaux. Au moment de la rédaction du présent document, 49 pour cent des employés étaient des femmes; les femmes étaient surreprésentées dans les postes à responsabilités, en particulier parmi les employés nationaux.
94. Pendant la période couverte par le PSPP, le bureau de pays ajustera la structure des effectifs à la baisse, en employant moins de fonctionnaires recrutés sur le plan international et en réduisant le nombre d'agents nationaux par suite des modifications apportées aux interventions. Cette transition vers une nouvelle structure est prise en compte dans le budget du PSPP. Le transfert des rôles clés au personnel national se poursuivra en fonction des besoins et sera accompagné par le renforcement continu des compétences techniques et générales. Les employés qui sont amenés à travailler en contact direct avec les bénéficiaires continueront de recevoir une formation sur la responsabilité à l'égard des populations touchées, la protection (y compris personnelle) et la problématique femmes-hommes.

#### **4.5 Partenariats**

95. Le PSPP est conçu pour contribuer à la réalisation du résultat stratégique 2 du PAM (ODD 17) et témoigne d'une volonté d'établir des partenariats en bonne et due forme et renforcés à la hauteur des engagements pris par le PAM et ses partenaires lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire. Le bureau de pays se rallie aussi à la recommandation formulée dans l'évaluation de la stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat (2014–2017) visant à mettre les partenariats au centre de ses plans et de ses opérations.
96. Les partenaires du PAM sont notamment le Gouvernement turc, le Croissant-Rouge turc, les autres organismes des Nations Unies, les ONG, la société civile et les donateurs, comme indiqué dans l'évaluation centralisée de l'intervention régionale menée par le PAM face à la crise syrienne. Les partenariats du PAM en Turquie sont fondés sur la conception et la mise en œuvre inclusives et participatives qui permettront une réorientation stratégique en 2020–2021 vers des programmes plus durables gérés par le Gouvernement et les acteurs du développement.
97. Tirant parti des relations déjà établies grâce à sa participation au programme de filet de protection sociale d'urgence, le PAM renforcera les partenariats avec le Ministère de la famille, du travail et des services sociaux, la Banque mondiale et les institutions gouvernementales et autres institutions pertinentes intervenant dans le renforcement de la résilience. Les partenariats avec les autres organismes des Nations Unies, notamment la FAO, l'UNICEF et le PNUD, seront également essentiels pendant toute la période couverte par le PSPP.

---

<sup>85</sup> Le Boston Consulting Group. 2017. *Food – Restricted Voucher or Unrestricted Cash? How to best support Syrian refugees in Jordan and Lebanon?* <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp291346.pdf>.

98. L'effet direct obtenu dans le cadre du présent PSPP adhère à la "nouvelle façon de travailler"<sup>86</sup>, en contribuant à combler le fossé entre l'action humanitaire et le développement, et en exploitant au mieux les synergies et les avantages comparatifs d'un large éventail de partenaires.
99. Le PAM continuera de jouer un rôle actif dans la coordination du plan P3R en Turquie, notamment en participant à l'équipe spéciale pour la Syrie et au groupe d'intervention pour la Syrie, et en codirigeant plusieurs groupes de travail sectoriels et techniques, ou en y participant.
100. Les ONG locales et internationales qui soutiennent explicitement l'égalité des droits pour les femmes et les hommes et la protection des groupes vulnérables sont des partenaires importants. Le PAM continuera de renforcer les partenariats avec les acteurs de la protection dans le cadre des structures de coordination interinstitutions afin d'attirer l'attention sur les problèmes liés à la protection auxquels sont confrontés les réfugiés (femmes, hommes, filles et garçons). Il s'agit notamment de l'enregistrement des réfugiés, de l'accès aux services, des questions liées à la protection de l'enfance, de la réunification des familles et des violences sexuelles et sexistes.
101. Fort de la solide compréhension des profils des réfugiés acquise dans le cadre de la mise en œuvre du programme de filet de protection sociale d'urgence, le PAM collaborera avec IŞKUR, l'agence turque pour l'emploi, et différents acteurs du développement, y compris les organismes des Nations Unies, les ONG et le secteur privé, afin d'appuyer la mise en œuvre de programmes visant à valoriser le capital humain et à améliorer l'autosuffisance des bénéficiaires, femmes et hommes, de manière équitable, et vers lesquels orienter les demandeurs.
102. Afin d'opérer le virage stratégique nécessaire pour une meilleure gestion des fonctions administratives et l'établissement de services communs à moyen terme, le PAM étudiera les possibilités offertes par les partenariats établis avec les autres organismes des Nations Unies, dans le contexte de la réforme du système des Nations Unies et de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie relative aux modalités de fonctionnement, afin de définir un objectif stratégique qui sera intégré dans les futurs PSPP et plans stratégiques de pays.
103. La mise en œuvre du PSPP sera guidée par un plan d'action pour les partenariats, élaboré par le bureau de pays conformément à la stratégie institutionnelle en matière de partenariats et aux meilleures pratiques.

## **5. Gestion de la performance et évaluation**

### **5.1 Modalités de suivi et d'évaluation**

104. La stratégie du PAM en matière de suivi (2018–2021) et la stratégie de suivi tenant compte de la problématique femmes-hommes mise en place par le bureau de pays guideront le suivi des activités du PSPP. Le cadre logique du PSPP a été conçu conformément au Cadre de résultats institutionnels et il est en harmonie avec l'ODD 17. La stratégie de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes a pour objectif de recueillir des éléments probants permettant de démontrer la réussite du modèle de partenariat et l'efficacité des interventions de type monétaire mises en place en faveur des femmes, hommes, filles et garçons auxquels le PAM vient en aide, et d'éclairer les éventuelles corrections à apporter aux programmes et d'en améliorer la conception.

---

<sup>86</sup> Programme d'action pour l'humanité. Initiative: Nouvelle façon de travailler (page Web). <https://agendaforhumanity.org/initiatives/5358>.

105. Le PSPP étant axé sur l'ODD 17, les éléments qui permettent de mesurer les réalisations sont la réussite des partenariats établis, l'utilisation (qui doit pouvoir être mesurée et démontrée) de l'assistance par les bénéficiaires pour subvenir à leurs besoins, et la mesure dans laquelle les mécanismes d'assistance sont en phase avec les systèmes nationaux et y sont incorporés. Le PAM continuera de renforcer les capacités techniques de son partenaire coopérant nécessaires aux activités de suivi et d'évaluation. L'assistance technique sera notamment fournie sous forme d'activités de formation, d'apprentissage sur le lieu de travail et d'activités de suivi conjointes sur le terrain.
106. Le suivi s'appuiera sur les systèmes solides mis en place pendant le PSPP de transition, ce qui permettra d'assurer le suivi des nouvelles activités selon des modalités analogues. Les indicateurs clés du programme de filet de protection sociale d'urgence continueront d'être mesurés par le suivi post-distribution trimestriel et comparés aux données de référence afin de mesurer les progrès accomplis, et ce jusqu'en mars 2020. Pour ce qui concerne le suivi des programmes en place dans les camps, des données de suivi post-distribution seront collectées au niveau des ménages. Les prix pratiqués dans les magasins sous contrat comme dans ceux qui ne le sont pas feront l'objet d'un suivi mensuel. Les données de référence et les cibles relatives aux indicateurs d'effet direct liés aux programmes axés sur le renforcement des compétences et les travaux publics ont été définies pendant le premier semestre 2019. Les indicateurs d'effet direct de ces programmes seront mesurés au moyen de la collecte des données de suivi post-distribution. L'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace (des opérations) (COMET) fournira des données pour les rapports sur les projets.
107. Les activités de suivi, qui sont menées de manière à la fois économique et efficace, couvrent l'ensemble du pays et permettent de recueillir des données ventilées par sexe et par âge, dont la qualité est assurée grâce à une triangulation et à une validation croisée. Le système de suivi et d'évaluation vérifie la prise en compte systématique des questions de protection, aussi bien pour s'assurer que les bénéficiaires peuvent accéder à l'aide en toute sécurité, dans la dignité et sans discrimination que dans un souci de responsabilité à l'égard des populations touchées. À cette fin, le PAM continuera de consulter régulièrement les bénéficiaires, et ce par différents moyens: mécanismes d'enregistrement des réclamations et de remontée de l'information, groupes de réflexion, suivi des contacts avec les demandeurs et enquêtes spéciales auprès des bénéficiaires. Le principal mécanisme pour l'enregistrement des réclamations et la remontée de l'information est le centre d'appels, qui offre à toutes les populations touchées un accès sûr et équitable.
108. À l'aide des critères normalisés de l'Organisation de coopération et de développement économiques, le bureau de pays fera réaliser une évaluation décentralisée de l'activité axée sur les moyens d'existence, conformément à la politique du PAM en matière d'évaluation. L'évaluation sera menée en 2021 afin de tirer des enseignements et d'éclairer le prochain PSP pour la Turquie. L'apprentissage jouera un rôle central dans les activités d'évaluation au cours de la prochaine période. Les diverses données qui ont été produites au moyen du solide système de suivi et d'évaluation du programme de filet de protection sociale d'urgence (y compris, dans le cadre des examens des programmes, des études sur des questions centrales et l'analyse d'impact menée actuellement par le PAM et la Banque mondiale) seront consolidées afin de tirer des enseignements et de permettre de recenser les meilleures pratiques à l'aide d'une méta-évaluation. Les enseignements tirés de l'évaluation de l'intervention régionale Syrie+5 ainsi que toutes les constatations tirées de l'évaluation de la suite donnée au point sur la politique du PAM en matière de filets de sécurité, réalisée à la demande du Bureau de l'évaluation, seront également incorporés.

109. Reconnaissant que les besoins alimentaires et nutritionnels font partie des besoins essentiels auxquels il faut subvenir, le PAM, en coopération avec ses partenaires, continuera de promouvoir le suivi amélioré à dimension nutritionnelle de la structure des dépenses des bénéficiaires afin de comprendre les facteurs susceptibles d'ajouter un facteur de stress supplémentaire aux mécanismes de survie connus des réfugiés; les questions comme les habitudes alimentaires et le recours aux services de santé préventifs pour les femmes enceintes et les enfants âgés de 6 à 23 mois seront intégrées au suivi. Fort de ses compétences techniques en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et conformément à sa politique en matière de nutrition (2017–2021), le PAM s'appuiera sur les résultats du suivi et étudiera la possibilité d'utiliser les médias sociaux pour orienter les bénéficiaires vers des acteurs locaux menant des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et propres à faire valoir l'importance d'une alimentation saine et des meilleures associations d'aliments.
110. Le bureau de pays continuera de donner la priorité à l'apprentissage institutionnel et sectoriel, en documentant, analysant et diffusant les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques.

## **5.2 Gestion des risques**

111. Conformément à la politique du PAM en matière de gestion globale des risques (2018)<sup>87</sup>, le bureau de pays aligne son profil des risques sur celui du PAM et n'est pas rebuté par la prise de risques s'agissant des risques stratégiques que constituent notamment l'insuffisance des contributions des donateurs ou leurs restrictions, ou encore un manque de clarté quant aux politiques du Gouvernement en matière d'intégration socioéconomique des réfugiés.
112. Pour ce qui concerne les risques opérationnels et financiers, le bureau de pays montre une aversion pour le risque, mais est en mesure d'atténuer les risques que constituent notamment le manque de clarté quant à l'avenir des projets du PAM (avec les incidences sur la sécurité d'emploi du personnel), grâce à une planification solide de la transition, et les autres difficultés qui peuvent survenir pendant la mise en œuvre du PSPP. Le bureau de pays a une forte aversion pour le risque pour ce qui concerne les risques fiduciaires comme la sécurité du personnel, la fraude, la corruption et le détournement d'actifs.
113. Les données des bénéficiaires sont détenues par le Gouvernement, mais le bureau de pays a mis en place de solides procédures de vérification, de rapprochement, de suivi sur le terrain, de réclamation et de remontée d'information qui permettent à ses programmes de respecter les obligations internes et externes en matière d'obligation redditionnelle. Le contexte financier, en particulier les incertitudes des taux de change, peut avoir une incidence sur la capacité du PAM de respecter ses obligations contractuelles envers les donateurs et les autres parties prenantes, et il pourrait réduire l'impact du projet.
114. Les Nations Unies en Turquie n'ont pas été la cible d'organisations hostiles. Des mesures de précaution visant à accroître la sensibilisation et l'état de préparation ainsi que des mesures préventives et d'atténuation pour réduire le plus possible les risques ont été prises, y compris le déploiement d'agents de sécurité, des écrans de télévision en circuit fermé et des mesures de contrôle d'accès. Tous les locaux à usage de bureau sont pourvus d'équipement médical et d'infrastructures de sécurité conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle.

---

<sup>87</sup> Approuvée à la deuxième session ordinaire de 2018 du Conseil d'administration.

115. Le bureau de pays tient un tableau d'examen des risques<sup>88</sup> qui est mis à jour tous les trimestres (ou plus souvent si des changements importants interviennent au niveau de l'impact et de la probabilité des risques).
116. Le bureau de pays veillera à ce que le PSPP soit mis en œuvre conformément à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) et à son propre plan d'action en la matière (2019–2020). En liaison avec le conseiller pour la gestion des risques du bureau de pays, la catégorie de risque relative aux actions axées sur la problématique femmes-hommes sera définie, les aspects liés au sexe de la gestion des risques associés aux interventions à buts multiples seront évalués (y compris les activités liées aux moyens d'existence) pour les réfugiés et les communautés d'accueil, et les mesures d'atténuation seront définies.

## 6. Des ressources axées sur les résultats

### 6.1 Budget de portefeuille de pays

<b>TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)</b>			
	<b>Année 0 2020</b>	<b>Année 1 2021</b>	<b>Total</b>
<b>Effet direct stratégique 1</b>	188 974 715	36 110 417	<b>225 085 132</b>
<b>Total</b>	<b>188 974 715</b>	<b>36 110 417</b>	<b>225 085 132</b>

117. Conformément à l'engagement du PAM, des ressources adéquates ont été allouées à des activités qui favorisent l'égalité entre les sexes et contribuent à transformer les relations hommes-femmes.

### 6.2 Perspectives de financement

118. La mobilisation des ressources en faveur des réfugiés en Turquie continue d'être dominée par les financements fournis à travers la Facilité en faveur des réfugiés en Turquie par la Commission européenne et les États membres de l'Union européenne, qui se sont engagés en 2019 à hauteur de 3 milliards d'euros supplémentaires pour la période 2019–2021. Certains États membres de l'Union européenne canalisent leur appui par l'intermédiaire de la Facilité et par des voies bilatérales, tandis que d'autres font transiter la totalité de leur financement par la Facilité.
119. L'Union européenne et le Gouvernement turc sont convenus de poursuivre le programme de filet de protection sociale d'urgence, et mettront davantage l'accent sur la transition vers des programmes plus durables en encourageant l'autonomie des réfugiés. La mise en œuvre devrait se poursuivre sous sa forme actuelle jusqu'en mars 2020, après quoi le PAM transfèrera la responsabilité du programme conformément à un programme de nationalisation et au retrait prévu du principal donateur du programme de filet de protection sociale d'urgence en 2021. La continuité de l'assistance fournie aux réfugiés vulnérables pour leur permettre de subvenir à leurs besoins essentiels sera assurée après le transfert des responsabilités du PAM grâce aux financements alloués par le biais de la Facilité en faveur des réfugiés en Turquie.

<sup>88</sup> Le tableau d'examen des risques correspond à l'ancien registre des risques. Depuis le deuxième semestre de 2018, il est mis à jour tous les trimestres.



120. Pour ce qui concerne l'activité 3, qui vient en aide aux réfugiés vivant dans les camps, les perspectives de financement du PAM pour la période 2020–2021 sont établies sur la base des tendances passées tout en tenant compte de l'impact de la Facilité en faveur des réfugiés en Turquie. Les contributions des donateurs traditionnels et des nouveaux donateurs resteront essentielles pour continuer à fournir une assistance en temps voulu. Le PAM et ses partenaires élaboreront une stratégie de hiérarchisation des priorités si les tendances du financement s'inversent et qu'elles entraînent un déficit.
121. Certains donateurs ont déjà manifesté leur intérêt pour la transposition à plus grande échelle du projet pilote de développement des compétences du PAM (couvert par l'activité 4). En l'absence de fonds, la transposition prévue en 2020 devra être reportée.
122. Pour ce qui concerne l'activité 5 relative à la coopération Sud-Sud, des efforts seront déployés pour élargir la base des donateurs au Gouvernement turc.

### **6.3 Stratégie de mobilisation des ressources**

123. Le PAM poursuivra le dialogue avec ses partenaires, notamment le Croissant-Rouge turc, le Gouvernement turc et les autres acteurs de l'aide humanitaire et du développement, notamment les donateurs, afin de mobiliser des ressources appropriées pendant la mise en œuvre du PSPP. Il continuera de rechercher des financements auprès des donateurs habituels et des donateurs non habituels. En tirant parti des possibilités créées par le programme de filet de protection sociale d'urgence et de sa réputation de partenaire transparent et fiable du Gouvernement et des donateurs, le PAM soulignera que la poursuite de l'aide humanitaire constitue un préalable au renforcement de la résilience à long terme.
124. Le PAM cherchera à établir des partenariats pluriannuels avec les donateurs et à obtenir des financements à utilisation souple de manière à tirer le meilleur parti des ressources pour réaliser l'effet direct stratégique. Il intensifiera aussi le dialogue qu'il mène régulièrement avec les donateurs axés sur la résilience et le développement et contribuera ainsi à renforcer le lien entre l'aide humanitaire et l'aide au développement.
125. En s'appuyant sur les succès qu'il a obtenus à travers le monde en facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, le PAM collaborera avec le Gouvernement turc afin de réfléchir à la façon dont la communauté mondiale de l'aide humanitaire et du développement peut tirer profit de la mise en commun des compétences techniques en matière de systèmes de protection sociale, et de leur adaptabilité face aux crises humanitaires.
126. Le PAM se servira de ses partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies pour entreprendre des actions conjointes de mobilisation des ressources pour des activités de création d'actifs et d'appui aux moyens d'existence. Ces efforts se concentreront sur les donateurs habituels et non habituels ayant manifesté un vif intérêt pour ces activités ou ayant déjà financé des activités semblables en Turquie.
127. En cas de pénuries de financement, le PAM utilisera toutes les données disponibles pour opérer une réduction prudente du nombre de personnes bénéficiant d'une aide et, en coordination avec les partenaires, recherchera les programmes susceptibles d'aider les ménages vulnérables.

## ANNEXE I

### CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS PROVISOIRE ÉTABLI POUR LA TURQUIE (2020-2021)

**But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD**

**Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD**

**Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD (cible 16 de l'ODD 17)**

**Effet direct stratégique 1: Les partenariats sont renforcés pour venir en aide aux réfugiés et aux populations vulnérables subissant les incidences de leur présence prolongée en Turquie, afin que tous puissent accéder équitablement à une assistance leur permettant de subvenir à leurs besoins essentiels, ainsi qu'à des possibilités d'emploi**

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement des partenariats stratégiques noués avec les secteurs public et privé, les autres organismes ayant leur siège à Rome et d'autres partenaires opérationnels

Domaine d'action privilégié:  
Renforcement de la résilience

### Hypothèses

La conjoncture politique reste stable dans tout le pays et la situation sur le plan de la sécurité demeure suffisamment calme dans les provinces du sud-est pour que le projet puisse y être mis en œuvre, moyennant toutefois certaines mesures de précaution.

Un financement supplémentaire sera mobilisé via la Facilité en faveur des réfugiés en Turquie en vue de garantir aux réfugiés remplissant les conditions requises une assistance sous la forme du transfert d'un montant équivalant à l'intégralité du panier de dépenses minimum pendant un laps de temps correspondant à une partie de la période d'exécution du projet, étant donné que le montant total nécessaire excède les allocations budgétaires indicatives actuelles.

Si les pourparlers de paix aboutissent et que les réfugiés peuvent retourner en République arabe syrienne, le plan de travail du présent projet devra être revu en conséquence, de manière à tenir compte de l'évolution des besoins des populations ciblées.

Les systèmes de transferts de type monétaire sont sécurisés et efficaces et satisfont aux normes établies par le PAM en matière de souplesse et d'obligation redditionnelle; le PAM reçoit notamment de la part du prestataire de services financiers sous contrat avec le Croissant-Rouge turc des rapports détaillés à des fins de rapprochement et de suivi.

**Indicateurs d'effet direct**

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Capacité économique de subvenir aux besoins essentiels

Score de consommation alimentaire

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence (moyenne)

Nombre de programmes nationaux améliorés grâce à une coopération Sud-Sud ou triangulaire menée avec l'appui du PAM

Indice des partenariats

Pourcentage de ménages n'ayant pas à contracter de nouveau crédit pour pouvoir subvenir à leurs besoins essentiels

**Activités et produits****1. Renforcer les partenariats avec les institutions et les partenaires à l'échelle nationale afin d'améliorer la mise en œuvre des programmes (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les réfugiés recueillent les bienfaits de partenariats renforcés qui permettent de recenser et de cibler les populations vulnérables de manière responsable afin de leur apporter une assistance destinée à subvenir à leurs besoins essentiels (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; K. Partenariats appuyés)

**2. Fournir un appui technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'aider les réfugiés vivant dans des communautés turques (Prestation de services et plateformes)**

Les réfugiés vivant dans des communautés turques recueillent les bienfaits de mécanismes institutionnels améliorés permettant d'élaborer des politiques, stratégies, plans et programmes d'assistance fondés sur des éléments factuels et visant à répondre aux besoins essentiels par la mise en place de filets de protection sociale, puis d'en assurer la mise en œuvre et le suivi (A. Ressources transférées; H. Services et plateformes partagés mis à disposition; K. Partenariats appuyés)

**3. Fournir un appui technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'aider les réfugiés vivant dans des camps en Turquie (Prestation de services et plateformes)**

Les réfugiés vivant dans des camps recueillent les bienfaits de mécanismes institutionnels améliorés permettant d'élaborer des politiques, stratégies, plans et programmes fondés sur des éléments factuels et visant à apporter une assistance alimentaire à la faveur de transferts de type monétaire, puis d'en assurer la mise en œuvre et le suivi (A. Ressources transférées; K. Partenariats appuyés)

**4. Fournir un appui technique au Gouvernement et aux partenaires afin d'aider les réfugiés et les populations vulnérables à bénéficier d'un accès équitable aux possibilités d'emploi (Prestation de services et plateformes)**

Les réfugiés et les populations subissant les incidences de leur présence prolongée en Turquie recueillent les bienfaits de capacités institutionnelles améliorées permettant de mettre en œuvre des politiques, stratégies, plans et programmes visant à contribuer au développement de compétences monnayables et à l'amélioration des moyens d'existence grâce aux transferts de type monétaire (A. Ressources transférées; C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; K. Partenariats appuyés)

**5. Aider la Turquie à échanger avec d'autres pays des connaissances, un savoir-faire et des moyens technologiques, en facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les populations vulnérables, dans d'autres pays, recueillent les bienfaits du partage des connaissances à l'échelle mondiale pour la mise en place de systèmes renforcés dans les situations d'urgence humanitaire, rendu possible par l'échange avec la Turquie de connaissances, de savoir-faire et de moyens technologiques (C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre; K. Partenariats appuyés)

**But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD****C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

**C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité****Résultats transversaux**

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM

**C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM****Résultats transversaux**

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

## ANNEXE II

<b>VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)</b>		
	<b>Résultat stratégique 8</b>	<b>Total</b>
	<b>Effet direct stratégique 1</b>	
Transferts	191 984 838	<b>191 984 838</b>
Mise en œuvre	12 697 804	<b>12 697 804</b>
Coûts d'appui directs ajustés	6 664 899	<b>6 664 899</b>
<b>Total partiel</b>	<b>211 347 542</b>	<b>211 347 542</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	13 737 590	<b>13 737 590</b>
<b>Total</b>	<b>225 085 132</b>	<b>225 085 132</b>

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
P3R	Plan régional pour les réfugiés et la résilience
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance